

2021-04-12

Lundi, le 12 avril 2021

Le conseil de la Municipalité de Saint-Adrien siège en séance ordinaire ce lundi, douze avril deux mille vingt et un (12-04-2021) à quatorze heures en respectant les consignes du gouvernement relativement au couvre-feu ainsi qu'à la distanciation sociale de deux (2) mètres entre chaque personne.

La rencontre a lieu dans la salle située au 2^e étage du Centre communautaire.

CONSIDÉRANT le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois pour une période initiale de dix jours ;

CONSIDÉRANT les décrets subséquents qui prolongent cet état d'urgence, soit jusqu'au 9 avril 2021 ou jusqu'à ce que le gouvernement ou le ministre de la Santé et des Services sociaux les modifie ou y mette fin ;

CONSIDÉRANT l'arrêté ministériel numéro 2020-029, daté du 26 avril 2020, de la ministre de la Santé et des Services sociaux, qui précise que toute séance peut se tenir à l'aide d'un moyen permettant à tous les membres de communiquer immédiatement entre eux ;

CONSIDÉRANT QUE les séances sont à huis clos pour respecter les consignes du gouvernement ;

CONSIDÉRANT QUE les séances seront enregistrées et déposées sur le site internet ;

CONSIDÉRANT qu'il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du conseil et des officiers municipaux que la présente séance soit tenue en respectant les consignes du gouvernement relativement à la distanciation sociale de deux (2) mètres entre chaque personne avec port d'un couvre-visage lors des déplacements ;

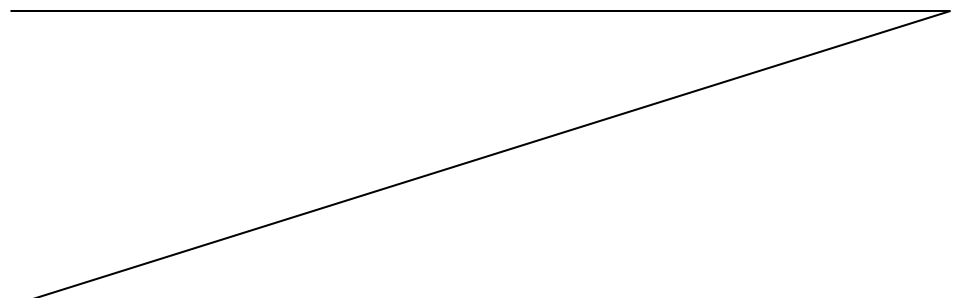
202104-069

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Claude Blain
appuyé par le conseiller Adrien Gagnon

ET RÉSOLU UNANIMEMENT

QUE la présente séance du conseil sera tenue et que les membres du conseil, les officiers municipaux puissent y participer en respectant la distanciation sociale recommandée par le gouvernement.

Adoptée



Lundi, le 12 avril 2021

Séance ordinaire du conseil municipal de Saint-Adrien tenue le lundi, douze avril deux mille vingt et un (12-04-21) à quatorze heures au Centre communautaire sous la présidence de Monsieur Pierre Therrien, maire et des conseillers suivants :

Siège N° 1 = Adrien Gagnon
Siège N° 2 = Richard Viau
Siège N° 3 = Claude Dupont
Siège N° 4 = Claude Blain
Siège N° 5 = Maxime Allard
Siège N° 6 = Francis Picard

La directrice générale et secrétaire-trésorière Maryse Ducharme est aussi présente.

- 1° Adoption de l'ordre du jour ;
- 2° Compte-rendu du responsable du réseau d'égout ;
- 3° Adoption du procès-verbal de la réunion précédente ;
- 4° Suivi de la réunion précédente (si changement) ;
- 5° Certificat de crédits suffisants ;
- 6° Adoption des comptes ;
- 7° Compte-rendu des sorties des élus ;
- 8° La correspondance ;
- 9° Chlorure de calcium – abat poussière ;
- 10° Rapport des revenus et dépenses ;
- 11° Renouvellement de mandat d'entreprise auprès de la SAAQ ;
- 12° Période de questions ;
- 13° Pause ;
- 14° Offre d'emploi (pelouse, embellissement) ;
- 15° Reddition de comptes 2020 – Programme d'entretien du réseau routier local ;
- 16° Gravier ;
- 17° Financement règlement d'emprunt ;
- 18° Avis de motion et dépôt d'un projet de règlement portant sur la gestion contractuelle ;
- 19° MADA – Résolution ;
- 20° Nomination d'un représentant au Comité directeur du PDCN ;
- 21° Projet de résidence pour personnes âgées : « La Sage maison » ;
- 22° Charte municipale pour la protection de l'enfant ;
- 23° Autorisation d'utilisation du gyrophare vert pour les pompiers volontaires ;
- 24° Avis de motion et dépôt du projet de règlement relatif à la prévention des incendies ;
- 25° Plan de sécurité civil – adoption ;
- 26° Renouvellement de l'adhésion au CSLE ;
- 27° Commission de toponymie – nouveau chemin ;
- 28° Demande de RAVIR – Semaine de la culture (16 au 22 août 2021) ;
- 29° Voirie ;
- 30° Varia ;
 - 30.1° Projet Pavillon ;
 - 30.2° Demande de financement pour des livres jeunesse ;
 - 30.3° Proclamation municipale – Santé mentale ;

- 30.4° Site web ;
- 30.5° Interruptions de service – Hydro-Québec ;
- 30.6° Fête de la Saint-Jean ;
- 30.7° Projet FDT – Cooptel.

202104-070

Il est proposé par le conseiller Claude Blain
appuyé par le conseiller Adrien Gagnon

QUE l'ordre du jour soit accepté comme tel et qu'il demeure ouvert
jusqu'à la fin de la session.

Adoptée

PROCÈS-VERBAL

Attendu que les élus ont reçu une copie du procès-verbal de la séance
ordinaire du 1^{er} mars 2021 et qu'ils en ont pris connaissance ;

202104-071

Il est proposé par le conseiller Claude Dupont
appuyé par le conseiller Claude Blain

QUE le procès-verbal soit adopté.

Adoptée

PROCÈS-VERBAL

Attendu que les élus ont reçu une copie du procès-verbal de la séance
extraordinaire du 18 mars 2021 et qu'ils en ont pris connaissance ;

202104-072

Il est proposé par le conseiller Maxime Allard
appuyé par le conseiller Francis Picard

QUE le procès-verbal soit adopté.

Adoptée

CERTIFICAT DE CRÉDITS SUFFISANTS

202104-073

Je soussignée, Maryse Ducharme, directrice générale et secrétaire-
trésorière, déclare qu'il y a des crédits suffisants pour payer les comptes
ci-après mentionnés.

.....
Maryse Ducharme,
Directrice générale et secrétaire-trésorière

LES COMPTES

202100148 = Bell Canada : téléphones au bureau municipal	257.06 \$
202100149 = Bell Mobilité : forfait cellulaires	87.23 \$
202100150 = Hydro-Québec : stations de pompage, station épuration Chalet des loisirs, centre communautaire,	4 310.50 \$

TOTAL DES DÉPENSES DE MARS : 110 968.04 \$
TOTAL DES REVENUS DE MARS : 266 280.32 \$

202190065 à 68 = Maryse Ducharme : salaire (4 semaines)	3 193.20 \$
202190069 à 73 = Émilie Windsor : salaire (4 semaines)	2 339.48 \$
202190074 à 77 = Jean-Philippe Gilbert : salaire (4 semaines)	2 487.96 \$
202190078 à 81 = Dany Guillemette : salaire (4 semaines)	2 643.20 \$
202190082 = Maxime Allard : rémun. des élus pour avril 2021	284.80 \$
202190083 = Claude Blain : rémun. des élus pour avril 2021	284.80 \$
202190084 = Claude Dupont : rémun. des élus pour avril 2021	284.80 \$
202190085 = Adrien Gagnon : rémun. des élus pour avril 2021	284.80 \$
202190086 = Francis Picard : rémun. des élus pour avril 2021	284.80 \$
202190087 = Pierre Therrien : rémun. des élus pour avril 2021	853.88 \$
202190088 = Richard Viau : rémun. des élus pour avril 2021	284.80 \$
202100151 à 154 = Michel Larrivée : conciergerie école, bibliothèque, centre communautaire (4 semaines)	1 320.00 \$
202100155 = Ministère du revenu : cotisation de l'employeur	4 008.95 \$
202100156 = Agence des douanes et du revenu : cotisation de l'employeur	1 379.96 \$
202100157 = Fonds de Solidarité FTQ : régime retraite	749.60 \$
202100158 = Mégaburo : service photocopies – lecture de compteur	400.23 \$
202100159 = Hydro-Québec : garage municipal, éclairage de rues	774.53 \$
202100160 = Centre de services scolaire : location locaux école	175.00 \$
202100161 = Bureau en gros : haut- parleur, porte-cartes, tapis de souris, caisses de papier, étiquettes, rubans dymo, chemises, boîtes de rangement, séparateurs, cahiers spirales	971.15 \$
202100162 = Vivaco : essence, ruban orange, peinture fluo, épipette sec, cadenas, caisses d'eau, bacs vert (10), roulettes, bois traité, gants nitrils, vis à bois, support	
202100163 = CRSBPE : cartes d'abonné	17.77 \$
tablettes (loisirs)	2 237.23 \$
202100164 = Régie sanitaire des Hameaux : quote-part avril 2021	2 611.92 \$
202100165 = Infotech : implantation version	34.49 \$
202100166 = Pierre Therrien : frais de déplacement	37.60 \$
202100167 = Les éditions juridiques FD : renouvellement des mises à jour du code civil	108.15 \$
202100168 = CNESTT : avis de cotisation	876.85 \$
202100169 = Leroux & Frères : essuis glace, tube lave vitre	49.44 \$
202100170 = Graymont : granulats calcaire	80.71 \$
202100171 = Carrefour Jeunesse Emploi : contribution annuelle 2020-2021 Place aux jeunes et Trio Desjardins pour l'emploi	1 500.00 \$
202100172 = Vincent Marcoux : 2 h 30 – déneigement sur demande	75.00 \$
202100173 = Fonds d'information sur le territoire : avis de mutation	35.00 \$
202100174 = Claude Blain : patère	120.00 \$
202100175 = Eurofins Environex : analyses de laboratoire	206.67 \$
202100176 = JN Denis : batterie sorte de secours, couteau, kit tie rap, adapteur, fitting, hose hydraulique, pressage, huile à moteur,	1 098.13 \$
202100177 = Charest International : crédit sur facture (core turbo) joint, nut, kit sel, turbocharge, actuator, core actuator	6 166.21 \$
202100178 = Desroches : diesel, mazout	4 683.22 \$
202100179 = Sidevic : boxgray 2 ¾ drive chrome, adaptor, bolts, orapi, attach arctic, tube retrecissant, pile lithium, hex nut, metric im skt set 1/2, sar imp skt sep 12 pt	1 032.64 \$
202100180 = Robitaille Équipement : peigne rader, pointe carbure rotative, boulons, écrous, lame	3 227.35 \$
202100181 = FTD Pièces d'auto : collier de serrage	5.97 \$
202100182 = Saphir Technologie : forfait teamviewer (1 an), imprimante Emilie, services professionnels avec MRC, transfert réseau IP, UAP-AC-M/LR, unifi 8 ports giga switch, unifi cloudkey	3 092.77 \$
202100183 = Hydraulique Vigneault : moteur 4 boulons, 1'' à clé	335.63 \$
202100184 = Agritex : filtres	300.77 \$

202100185 = Oxygène Bois-Francis inc. : acétylène	16.39 \$
202100186 = Centre agricole Wotton : o-ring, accumulator	424.48 \$
202100187 = Excavation Claude Darveau : transport de pierre	238.00 \$
202100188 = Régie du bâtiment : frais annuel – élévateur	89.51 \$
202100189 = Technologie Cdware : frais date 6 mois, licence portail Fleetsphere	275.60 \$
202100190 = Würth : lampe ergo	142.26 \$
202100191 = Les services mobiles mécaniques A.B. : pièces et main d'œuvre pour niveleuse	916.80 \$
202100192 = Revenu Québec : avis de cotisation	514.04 \$
202100193 = Kubota : filtre à huile, element air cleaner	38.63 \$
202100194 = Louise Morin : responsable de la bibliothèque (4 semaines)	180.00 \$
202100195 = Projet 1606 : 50 % déneigement saison 2020-2021	459.90 \$
202100196 = H ₂ O Opération et maintenance : entretien et maintenance pour mars 2021	569.13 \$
202100197 = Consultants GTE : point #1 résolution 202009-157 mise à jour du règlement de lotissement, construction, permis et certificats PIIA et plan d'urbanisme, mandat de refonte en urbanisme	3 877.51 \$
202100198 = Émilie Burelle : 3 h modification site web	90.00 \$
202100199 = Gesterra : redevances et enfouissement	1 730.78 \$
202100200 = Georges Giguère : trop perçu – taxes	240.96 \$
202100201 = Vivaco : hache chasse avec manche en fibre	13.76 \$
202100202 = Comité de développement : subvention 2020-2021	6 323.50 \$
202100203 = JN Denis : lumière DEL ambre sur tige de fixation	174.58 \$
202100204 = Desroches : mazout, diesel	1 473.73 \$
RBC : camion Western Star (60 mois /2018-02-21 à 2023-02-21)	3 141.10 \$
Kubota Canada : tracteur à pelouse (60 mois / 2017-07-22 à 2022-06-22)	301.94 \$
	<u>72 172.06 \$</u>

202104-074

Il est proposé par le conseiller Claude Blain
appuyé par le conseiller Richard Viau

QUE les comptes ci-haut mentionnés soient acceptés et que le maire et la secrétaire-trésorière soient autorisés à signer les chèques pour et au nom de la municipalité.

Adoptée

CHLORURE DE CALCIUM – ABAT POUSSIÈRE

CONSIDÉRANT QU' une demande de soumission a été faite auprès de cinq (5) entreprises ;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a reçu deux (2) soumissions ;

202104-075

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Francis Picard
appuyé par le conseiller Adrien Gagnon

QUE les membres du conseil acceptent la soumission de Somavrac c.c.au montant de 0.2551 \$ / litre soit : 20 408 \$ plus taxes pour une quantité évaluée à 80 000 litres de chlorure de calcium liquide 35% certifié BNQ livré et épandu.

Adoptée

RAPPORT DES REVENUS ET DÉPENSES

Le rapport des revenus et dépenses et l'état comparatif préparé par la directrice générale et secrétaire-trésorière, Maryse Ducharme en date du 7 avril 2021 ont été déposés.

RENOUVELLEMENT DE MANDAT D'ENTREPRISE AUPRÈS DE LA SAAQ

202104-076

Il est proposé par le conseiller Francis Picard
appuyé par le conseiller Richard Viau

QUE la directrice générale et secrétaire-trésorière, Maryse Ducharme, soit autorisée à effectuer toutes les transactions à la SAAQ pour et au nom de la Municipalité de Saint-Adrien.

Adoptée

OFFRES D'EMPLOI

202104-077

Il est proposé par le conseiller Richard Viau
appuyé par le conseiller Claude Dupont

QUE la directrice générale et secrétaire-trésorière, Maryse Ducharme soit autorisée à afficher les offres d'emploi pour le poste d'entretien des pelouses durant la période estivale 2021, pour le poste de préposé à l'accueil, le poste d'aide à l'entretien paysager ainsi que les postes à combler au camp de jour supervisé par Loisirs Saint-Adrien.

Adoptée

REDDITION DE COMPTES 2020 – PROGRAMME D'ENTRETIEN DU RÉSEAU ROUTIER LOCAL

ATTENDU QUE le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports a versé une compensation de 220 203 \$ pour l'entretien du réseau routier local pour l'année civile 2020 ;

ATTENDU QUE les compensations distribuées à la Municipalité visent l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la Municipalité ;

ATTENDU QUE la présente résolution est accompagnée de l'Annexe A identifiant les interventions réalisées par la Municipalité sur les routes susmentionnées ;

ATTENDU QU' un vérificateur externe présentera dans les délais signifiés pour le dépôt de la reddition des comptes l'Annexe B ou un rapport spécial de vérification externe dûment complété.

202104-078

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Adrien Gagnon
appuyé par le conseiller Claude Dupont

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

QUE la Municipalité de Saint-Adrien informe le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports de l'utilisation des compensations visant l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts, situés sur ces routes, dont la responsabilité incombe à la Municipalité, conformément aux objectifs du Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local.

Adoptée

GRAVIER

CONSIDÉRANT QU' une demande de soumission a été faite auprès de quatre (4) entreprises ;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a reçu deux (2) soumissions ;

CONSIDÉRANT QUE le meilleur prix pour 15 000 tonnes de gravier revient à 157 500 \$ avant les taxes ;

202104-079

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Francis Picard appuyé par le conseiller Maxime Allard

QUE les membres du conseil refusent les soumissions. Une analyse sera effectuée pour revoir l'ensemble des travaux et s'il y a lieu une nouvelle demande de soumission sera déposée sur le site de SEAO.

Adoptée

FINANCEMENT RÈGLEMENT D'EMPRUNT NUMÉRO 354

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Adrien désire procéder à un financement à long terme pour un montant de 115 000 \$ tel que prévu au règlement d'emprunt numéro 354 ;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité doit faire une demande afin de le prévoir au calendrier des ouvertures ;

202104-080

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Maxime Allard

QUE les membres du conseil de la Municipalité de Saint-Adrien autorisent la directrice générale et secrétaire-trésorière, Maryse Ducharme à déposer une demande de financement et à compléter et signer tous les documents nécessaires à cet effet.

Adoptée

**AVIS DE MOTION
ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT
RÈGLEMENT NUMÉRO 368 MODIFIANT LE RÈGLEMENT
NUMÉRO 352 PORTANT SUR LA GESTION
CONTRACTUELLE**

202104-081

AVIS DE MOTION est par les présentes donné par Claude Dupont, conseiller, qu'à une prochaine séance de ce conseil, le *Règlement numéro 368 modifiant le Règlement numéro 352 portant sur la gestion contractuelle* sera présenté pour adoption.

Dans le but de respecter les exigences prévues à l'article 445 du *Code municipal* (RLRQ, c. C-27.1), le projet de *Règlement numéro 352 portant sur la gestion contractuelle* est déposé et une copie est jointe en annexe au présent avis.

Adoptée

**PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 368 MODIFIANT LE
RÈGLEMENT NUMÉRO 352 PORTANT SUR LA GESTION
CONTRACTUELLE**

CONSIDÉRANT QUE suite à l'entrée en vigueur de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* (L.Q. 2017 c. 13), la Municipalité a adopté le Règlement numéro 352 portant sur la gestion contractuelle le 3 juillet 2018 ;

CONSIDÉRANT QU'il est de l'avis de ce conseil de modifier ce règlement afin de permettre l'octroi de contrats de gré à gré d'une valeur allant jusqu'au seuil d'appel d'offres publics établi par règlement ministériel pour tous les contrats d'approvisionnement, les contrats de services autres que professionnels, les contrats de services professionnels et les contrats de travaux de construction ;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du *Règlement numéro 368 modifiant le Règlement numéro 352 portant sur la gestion contractuelle* a été donné le 12 avril 2021 ;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement a été déposé le 12 avril 2021 ;

202104-082

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Claude Dupont appuyé par le conseiller Richard Viau

LE CONSEIL DE LA MUNICIPALITE DE SAINT-ADRIEN DECRETE CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2

Le paragraphe b) de l'article 4 du Règlement numéro 352 est modifié et remplacé par le suivant :

« b) n'ont pas pour effet d'empêcher qu'un contrat puisse être conclu dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ou à détériorer sérieusement les équipements municipaux, auquel cas le maire, ou toute autre personne autorisée par l'article 937 du Code municipal ou par Règlement de la Municipalité, peut passer outre aux présentes règles et adjudger le contrat nécessaire afin de pallier à la situation ; »

ARTICLE 3

L'article 37 du Règlement numéro 352 est modifié et remplacé par le suivant :

« La Municipalité favorise l'achat des produits qui permettent de maintenir ou d'améliorer la qualité de l'environnement et de promouvoir le développement durable.

Lorsque la Municipalité octroie un contrat de gré-à-gré conformément au présent règlement, elle peut favoriser un fournisseur détenant une qualification en lien avec le développement durable.

Lorsque la Municipalité procède à l'octroi d'un tel contrat suite à une demande de prix auprès d'au moins deux fournisseurs, elle peut, après en avoir informé les fournisseurs invités au préalable, octroyer un contrat à un fournisseur détenant une qualification en lien avec le développement durable et n'ayant pas nécessairement fourni le prix le plus bas, à condition que, à qualité au moins équivalente, son offre n'excède pas 5 % de plus que le meilleur prix soumis par un fournisseur ne détenant pas une telle qualification. »

ARTICLE 4

L'article 38 du Règlement numéro 352 est modifié et remplacé par le suivant :

« La Municipalité favorise, pour tous les contrats non assujettis à un appel d'offres public, le recours aux entreprises de son territoire.

Lorsque la Municipalité procède à l'octroi d'un tel contrat suite à une demande de prix auprès d'au moins deux fournisseurs, elle peut, après en avoir informé les fournisseurs invités au préalable, octroyer ce contrat à un fournisseur local n'ayant pas nécessairement fourni le prix le plus bas, à condition que, à qualité au moins équivalente, son offre n'excède pas 5 % de plus que le meilleur prix soumis par un fournisseur de l'extérieur de la municipalité. »

ARTICLE 5

L'article 39 du Règlement numéro 352 est modifié et remplacé par le suivant :

« Tous les contrats d'approvisionnement, les contrats de services autres que professionnels, les contrats de services professionnels et les contrats de travaux de construction comportant une dépense d'au moins 25 000 \$, mais inférieure au seuil d'appel d'offres public fixé par règlement ministériel, peuvent être conclus de gré à gré par la Municipalité.

Le fonctionnaire responsable a la responsabilité de vérifier auprès de plus d'une entreprise avant d'attribuer un contrat de gré à gré afin de s'assurer que ce contrat est à l'avantage de la Municipalité. Il doit également documenter les considérations qui l'ont amené à attribuer le contrat à une entreprise plutôt qu'une autre. »

ARTICLE 6

Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

Adoptée

PROJET DE RÉNOVATION DU CHALET DES LOISIRS

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil autorisent le dépôt de la demande d'aide financière pour le projet de rénovation du Chalet des loisirs ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Adrien a pris connaissance du guide dans le cadre du programme PRIMADA et qu'elle s'engage à respecter toutes les modalités qui s'appliquent ;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Adrien s'engage, si elle obtient une aide financière pour son projet, à payer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation continue de l'infrastructure visée ;

202104-083

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Claude Blain

QUE la Municipalité de Saint-Adrien confirme qu'elle assumera tous les coûts non admissibles au programme associés à son projet si elle obtient une aide financière pour celui-ci, y compris tout dépassement de coûts.

Adoptée

NOMINATION D'UN REPRÉSENTANT AU COMITÉ DIRECTEUR DU PDCN

202104-084

Il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Claude Blain

QUE le conseiller Maxime Allard soit nommé comme représentant municipal pour siéger sur le comité directeur du plan de développement d'une communauté nourricière « PDCN ».

Adoptée

PROJET DE RÉSIDENCE POUR PERSONNES AGÉES : « LA SAGE MAISON »

Un retour sera fait dans ce dossier à une prochaine assemblée.

AUTORISATION DE L'ADOPTION DE LA CHARTE MUNICIPALE POUR LA PROTECTION DE L'ENFANT

En mémoire d'Aurore Gagnon, « l'enfant martyr », et du centième anniversaire de son décès, et des autres victimes.

CONSIDÉRANT QUE les municipalités sont des gouvernements de proximité, et que de ce fait, il est important qu'elles posent des gestes afin de favoriser et promouvoir la protection des enfants, gestes qui contribueront à faire cesser ces événements tragiques et inacceptables dus à la négligence et à la maltraitance à l'égard des enfants ;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Fortierville lance l'appel à toutes les municipalités du Québec afin qu'elles adhèrent au mouvement et aux valeurs de bienveillance et qu'elles s'engagent envers la protection des enfants en adoptant la présente *Charte municipale pour la protection de l'enfant* ;

CONSIDÉRANT QU' une municipalité bienveillante propose un milieu de vie sécuritaire pour tous les enfants ;

CONSIDÉRANT QU' une municipalité bienveillante est à l'écoute des enfants en leur offrant des lieux et des occasions pour qu'ils puissent s'exprimer librement et en toute confiance ;

CONSIDÉRANT QU' une municipalité bienveillante poste des actions de prévention de la maltraitance envers les enfants et voit à la diffusion des ressources d'aide disponibles sur son territoire ;

CONSIDÉRANT QU' une municipalité bienveillante intègre dans sa planification des actions favorisant le développement du plein potentiel des enfants ;

202104-085

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Francis Picard appuyé par le conseiller Maxime Allard

ET résolu à l'unanimité des conseillers présents

QUE le conseil de la Municipalité de Saint-Adrien adopte la *Charte municipale pour la protection de l'enfant* et s'engage à :

- Mettre en place des actions pour accroître le sentiment de sécurité des enfants dans les lieux publics ;
- Favoriser la mise en place de lieux protecteurs ou de processus d'accueil et d'intervention pour des enfants réclamant du secours ;
- Reconnaître les enfants en tant que citoyens à part entière ;
- Favoriser la mise en place d'espaces de consultation accessibles et adaptés aux enfants de tous âges ;
- Informer les citoyens des signes de maltraitance pour les sensibiliser à exercer un rôle de vigilance ;
- Publiciser régulièrement la liste des ressources sur le territoire offrant des services aux familles et aux enfants ;
- Soutenir les initiatives du milieu contribuant au développement et à l'épanouissement des enfants ;
- Valoriser le vivre-ensemble et l'entraide, et ce, au moyen d'événements rassembleurs favorisant l'inclusion et la participation sociale.

Adoptée

**AUTORISATION D'UTILISATION DU GYROPHARE VERT
POUR LES POMPIERS VOLONTAIRES DE LA RÉGIE
INTERMUNICIPALE D'INCENDIE DES 3 MONTS**

- CONSIDÉRANT QUE le Règlement sur le gyrophare vert clignotant entrera en vigueur le 1^{er} avril 2021 ;
- CONSIDÉRANT QUE les pompiers de la Régie intermunicipale d'incendie des 3 Monts devront suivre une formation à l'École nationale des pompiers du Québec portant sur les règles d'utilisation du feu vert clignotant pour se prévaloir de ce droit ;
- CONSIDÉRANT QUE les pompiers de la Régie intermunicipale d'incendie des 3 Monts utilisent leurs voitures personnelles pour se rendre sur les lieux d'une intervention ;
- CONSIDÉRANT QUE le gyrophare vert permettra d'identifier les véhicules des pompiers volontaires lorsqu'ils sont en déplacement sur les lieux d'une intervention ;
- CONSIDÉRANT QUE les pompiers qui auront un feu vert clignotant devront respecter les normes de la sécurité routière ;

202104-086

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Richard Viau
appuyé par le conseiller Adrien Gagnon

QUE la Municipalité de Saint-Adrien autorise ses pompiers de la Régie intermunicipale d'incendie des 3 Monts à utiliser le gyrophare clignotant vert pour se déplacer sur un lieu d'une intervention sur le territoire de notre municipalité.

Adoptée

AVIS DE MOTION ET DÉPOT DU PROJET DE RÈGLEMENT RELATIF A LA PRÉVENTION DES INCENDIES

202104-087

AVIS DE MOTION est par les présentes donné par Claude Dupont, conseiller, qu'à une prochaine séance de ce conseil, le *Règlement numéro 369 relatif à la prévention des incendies*.

Adoptée

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 369 RELATIF À LA PRÉVENTION DES INCENDIES

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion du *Règlement numéro 369 relatif à la prévention des incendies* a été donné le 12 avril 2021 ;

CONSIDÉRANT QUE le projet de règlement a été déposé le 12 avril 2021 ;

202104-088

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Claude Dupont
appuyé par le conseiller Richard Viau

LE CONSEIL DE LA MUNICIPALITE DE SAINT-ADRIEN DECRETE CE QUI
SUIT :

RÈGLEMENT NUMÉRO 369 RELATIF À LA PRÉVENTION DES INCENDIES Édition 2021

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	3
Chapitre 1 « Dispositions générales »	4
Chapitre 2 « Dispositions interprétatives »	7
Chapitre 3 « Utilisation des immeubles et infrastructures »	14
Chapitre 4 « Nuisances »	17
Chapitre 5 « Appareils de protection contre les incendies »	19
Chapitre 6 « Normes de sécurité des bâtiments »	26
Section 7.1 - Pièces pyrotechniques	32
Section 7.2 - Permis pour feu en plein air	33
Chapitre 8 « Incendie dans un véhicule »	37
Chapitre 9 « Dispositions pénales »	39
Amendes	40
Recours	41
ANNEXE	42
ANNEXE A Tarif pour les feux de véhicules pour les non-résidents de la municipalité	44

PRÉAMBULE

Le Règlement sur la prévention des incendies de la Municipalité a pour objectifs de favoriser le développement d'une culture de prévention auprès des citoyens et des compagnies. La volonté d'assurer un développement durable de la région passe inévitablement par des moyens tangibles pour protéger les vies humaines et les ressources économiques qui composent notre richesse locale.

Le Règlement sur la prévention des incendies est avant tout un outil de travail qui sera utilisé dans un premier temps comme moyen de persuasion pour amener la population à devenir proactive en matière de sécurité incendie. À moins de situation grave, l'application de la réglementation se fera dans un esprit favorisant la collaboration du public. De plus, il sera justifié de définir des échéanciers afin de permettre aux citoyens de se conformer à la réglementation.

Néanmoins, dans certains cas, il devient impératif de faire respecter, sans délai, la réglementation afin d'assurer la sécurité du public. Les récalcitrants ou les récidivistes se verront alors poursuivis selon les dispositions pénales prévues.

La Municipalité demande la collaboration de ses citoyens afin de favoriser, dans leur milieu de vie, le respect de cette réglementation. Nous avons tous intérêts à prendre les moyens qui s'imposent pour protéger nos vies et notre village.

RÈGLEMENT SUR LA PRÉVENTION DES INCENDIES NUMÉRO 369 Édition 2021

Chapitre 1 « Dispositions générales »

1. Domaine d'application

Le présent règlement contient des exigences pour la prévention des incendies, la lutte contre l'incendie et la sécurité des personnes dans les bâtiments. Il régit les activités présentant des risques d'incendie, l'entretien du matériel de sécurité et des voies d'évacuation, les extincteurs portatifs, le contenu des bâtiments et l'élaboration de plans de sécurité incendie y compris l'organisation du personnel de surveillance pour les cas d'urgence. Il vise également à réduire l'incidence des incendies qui pourraient se déclarer à l'extérieur des bâtiments et présenter un risque pour la communauté et traite de la façon de les circonscrire et de les combattre ainsi que du stockage et de la manutention des marchandises dangereuses et des liquides inflammables et combustibles.

2. Territoire visé

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à l'ensemble du territoire sous la juridiction de la Régie Intermunicipale des 3 Monts, soit Ham Nord, Saints-Martyrs Canadiens, Notre Dame de Ham, Saint Fortunat et Saint Adrien.

3. Responsabilité de l'application – directeur

La Régie Intermunicipale des 3 Monts est chargée de l'administration et de l'application du présent règlement.

Les exigences formulées par le présent règlement ou celles que détermine Régie Intermunicipale des 3 Monts en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, sont établies pour la sécurité du public en regard de la protection contre les incendies.

À cet effet, l'autorité compétente de la sécurité incendie est autorisée, à moins de stipulations contraires, à prendre toutes les mesures nécessaires prévues par la loi pour en assurer l'observance.

On ne doit pas interpréter le présent règlement comme tenant la Régie Intermunicipale des 3 Monts ou son personnel responsable pour tout dommage à des personnes ou à des biens en raison d'une inspection ou réinspection autorisée par les présentes, ou par un manque d'inspection ou réinspection, ou en raison du permis émis tel qu'il est prévu aux présentes, ou en raison de l'approbation ou désapprobation de tout équipement autorisé par les présentes.

4. Responsabilité

Sauf indication contraire, le propriétaire, le locataire, l'occupant ou le mandataire de l'une ou l'autre de ces personnes est responsable du respect des dispositions du présent règlement.

5. Code national de prévention des incendies

Le Code national de prévention des incendies du Canada 2010 et ses amendements sont, par le présent règlement, adoptés sous réserve des modifications apportées et prévues au présent règlement relatif à la prévention des incendies.

Chapitre Bâtiment du code de sécurité

Chapitre Bâtiment du code de sécurité (CBCS) et ses amendements sont, par le présent règlement, adoptés sous réserve des modifications apportées et prévues au présent règlement relatif à la prévention des incendies.

6. Droits acquis

Aucun immeuble ne jouit de droits acquis à l'encontre des exigences requises pour la sécurité du public en regard de la prévention des incendies.

7. Pouvoirs spéciaux

En tout temps, l'autorité compétente est autorisée à prendre les mesures nécessaires pour faire face aux cas d'urgence nécessitant une intervention de manière à empêcher une nuisance, un contaminant dangereux ou un danger qui pourrait affecter de façon grave l'environnement ou la santé publique dans les limites de la Municipalité.

L'autorité compétente doit aviser les autorités municipales dans les plus brefs délais. Selon le cas, il doit également aviser le Centre de contrôle environnemental du Québec, Direction régionale ainsi que l'Agence de la santé et des services sociaux concerné.

8. Pouvoirs d'inspection

- 1) Aux fins d'application du présent règlement, l'autorité compétente est autorisée à examiner, entre 7 h et 21 h, tout lieu d'habitation à moins d'une plainte ou du constat d'un risque tel que décrit à l'article 7.
- 2) L'autorité compétente peut visiter et examiner tous les autres bâtiments afin de constater si les dispositions du présent règlement sont observées.
- 3) Tout droit de visite doit être exercé en présence soit du propriétaire, soit du locataire soit de l'occupant de l'immeuble lors des heures d'ouverture du commerce.
- 4) Tout propriétaire, locataire ou occupant ou personne attitrée d'une propriété, d'un bâtiment ou d'un édifice est tenu de recevoir ledit officier, de s'identifier et de lui permettre la visite et l'examen des lieux, sous réserve de la législation applicable.

9. Approbation des plans

Avant l'émission du permis pour une construction ou pour un changement d'usage d'un bâtiment qui sera classé comme étant un risque élevé et/ou très élevé ou lors de la rénovation d'un bâtiment de ces classes de risques pour plus de cinquante (50)% de sa valeur, l'inspecteur en bâtiments de la municipalité devra consulter le TPI.

Pour les fins du présent règlement, celui-ci y vérifiera les éléments concernant la prévention d'incendie, la protection contre le feu, la sauvegarde des vies et recommandera aux autorités compétentes de prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des personnes et des biens.

10. Certificat de qualité

Toute personne visitant un lieu en vertu du présent règlement doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat délivré par la Régie attestant de sa qualité.

11. Suspension d'activités et de travaux

L'autorité compétente peut pour un motif raisonnable, empêcher et suspendre les activités et les travaux non conformes au présent règlement.

12. Rapport sur matériaux et équipements

L'autorité compétente peut exiger, pour s'assurer du respect des dispositions du présent règlement, que le responsable d'un immeuble soumette à l'égard de celui-ci et à ses frais, un rapport préparé par une firme d'essais, société publique ou privée spécialisée, compétente et indépendante, sur les matériaux, les équipements, les dispositifs, les méthodes de construction, les éléments fonctionnels et structuraux utilisés dudit immeuble.

Chapitre 2 « Dispositions interprétatives »

13. Définitions

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Alarme non fondée : une alarme est non fondée lorsqu'elle est déclenchée sans nécessité en raison d'une installation inappropriée d'un système d'alarme incendie, d'un défaut de son fonctionnement, d'une négligence de son entretien, d'une manipulation inadéquate ou de toute autre négligence susceptible d'interférer avec son fonctionnement.

Appareil de chauffage : appareil servant principalement au chauffage d'un bâtiment ou d'une partie d'un bâtiment.

Appareil de chauffage à combustible solide : dispositif servant à transformer du combustible solide en chaleur utile et comprenant les éléments, les commandes, le câblage et les conduits, les foyers en maçonnerie et les foyers préfabriqués.

Avertisseur de fumée : détecteur de fumée avec alarme incorporée conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée à l'intérieur de la pièce ou de la suite dans laquelle il est installé.

Autorité compétente : le directeur du Service de sécurité incendie, ses représentants et les inspecteurs en prévention des incendies reconnus par la Régie Intermunicipale Des 3 Monts dûment autorisés sur le territoire de la Municipalité et toute autre personne nommée par résolution du conseil municipal pour voir à l'application du présent règlement (ex. : inspecteur municipal, garde-feu, etc.)

Boisseau : élément servant à doubler intérieurement une cheminée en maçonnerie ou en béton.

Buse d'évacuation : partie d'un appareil à combustion qui reçoit le tuyau de raccordement ou le collecteur de fumée.

Cabine de pulvérisation fermée : construction ventilée mécaniquement prévue pour isoler et loger l'installation nécessaire à l'application par pulvérisation de produits de finition ou d'entretien de façon à ce que le brouillard et les résidus puissent être contrôlés et évacués.

Cabine de pulvérisation ouverte : construction ventilée mécaniquement prévue pour loger l'installation nécessaire à l'application par pulvérisation de produits de finition ou d'entretien de façon à ce que le brouillard et les résidus puissent être contrôlés et évacués.

Chapeau : dispositif placé à la partie supérieure d'une cheminée servant à empêcher la pluie de pénétrer dans le conduit de la cheminée ; un tel dispositif peut comporter un grillage.

Carneau : conduit d'un appareil par lequel les gaz de combustion sont évacués du foyer vers la cheminée.

Centre de télésurveillance : installation recevant les signaux d'alarme incendie et où l'on retrouve, en tout temps, le personnel formé pour traiter les appels et les acheminer aux services d'urgence. On regroupe généralement sous ce vocable les installations communément appelées « centrale de réception d'alarme », « centrale de surveillance » ou « centrale monitrice ».

Certifié : appareil, composante, accessoire, construction ou pièce, qui ont subi divers tests et évaluations de sa conformité à une norme. L'appareil, composante, accessoire, construction ou pièce certifiés doit être porteur d'une plaque du laboratoire ayant effectué les essais. Cette plaque doit indiquer la norme à laquelle il a été soumis ainsi que les lettres du laboratoire. Les principaux laboratoires sont ULC, CSA, ACNOR, W.H.

Charge combustible : contenu combustible d'une pièce ou d'une aire de plancher, exprimé par le poids moyen du matériau combustible par unité de surface, à partir duquel on calcule le potentiel calorifique pouvant être dégagé connaissant le pouvoir calorifique du matériau ; comprend l'ameublement, les revêtements de sol, de mur et de plafond, la menuiserie de finition et les cloisons provisoires et amovibles (en ce qui concerne l'usage d'un bâtiment).

Chemisage : voir la définition de conduit de cheminée.

Citerne portable : récipient fermé conçu pour être déplacé lorsqu'il contient un liquide, équipé de patins, de fixations ou d'accessoires pour faciliter sa manutention et qui ne fait pas partie intégrante d'un véhicule de transport.

Clef de tirage : dispositif commandé par une clef et servant à régler le tirage d'un tuyau à fumée.

Code de construction : le Code de construction du Québec, chapitre 1, Bâtiment et Code national du bâtiment Canada 1995 (modifié) et ses amendements.

Code national de prévention des incendies : le Code national de prévention des incendies du Canada 2005 (CNRC, no 4766F) et ses amendements.

Combustible liquide ou gazeux : gaz propane, gaz naturel, mazout, kérosène et tout autre sous-produit liquide ou gazeux de la biomasse utilisés comme combustible dans un appareil.

Combustible solide : bois, tourbe, granules, charbon, maïs et autres sous-produits de la biomasse, utilisés comme combustible dans un appareil de chauffage et/ou de cuisson.

Conduit de cheminée : composé de métal, d'argile ou de céramique, capable de résister à la chaleur et à la corrosion, installé dans une cheminée pour contenir les produits de la combustion et protéger l'enveloppe de la cheminée contre la chaleur et la corrosion.

Conduit de distribution : qui achemine l'air en provenance d'un appareil de chauffage, de ventilation ou de climatisation vers l'endroit où cet air est requis.

Créosote : substance goudronneuse qui se retrouve, à l'état gazeux, dans la fumée et qui éventuellement, se liquéfie et adhère aux parois intérieures des cheminées et des conduits de fumée où elle s'accumule sous forme de dépôts solides.

Détecteur de chaleur : conçu pour se déclencher à une température ou à un taux d'augmentation de température prédéterminé.

Détecteur de fumée : conçu pour se déclencher lorsque la concentration de produits de combustion dans l'air dépasse un niveau prédéterminé.

Détecteur d'incendie : dispositif qui décèle un début d'incendie et transmet automatiquement un signal électrique qui déclenche un signal d'alerte ou un signal d'alarme ; comprend les détecteurs de chaleur et les détecteurs de fumée.

Directeur : le directeur du Service de sécurité incendie, ses représentants et les inspecteurs en prévention des incendies reconnus par la MRC d'Arthabaska dûment autorisés sur le territoire de la Municipalité et toute autre personne nommée par résolution du conseil municipal pour voir à l'application du présent règlement.

Écran de protection : assemblage de matériaux incombustibles servant à restreindre le rayonnement de la chaleur se dégageant d'un appareil de chauffage et à empêcher que cette chaleur soit transmise à des matériaux combustibles voisins.

Feu de classe K : provenant des appareils de cuisson et impliquant des agents de cuisson de nature combustible tels que les huiles végétales ou animales et les graisses.

Foyer : caisson de maçonnerie ou métallique reposant sur une surface incombustible, avec porte et cheminée, munie d'un pare-étincelles de façon à empêcher les tisons et autres matières combustibles de s'échapper, avec, à l'arrière et au niveau de la chambre de combustion, une surface pare-étincelles représentant 100% du pourtour du foyer.

Générateur d'air chaud : appareil dans lequel l'air constitue le fluide chauffant et auquel on peut généralement raccorder des conduits.

Générateur de chaleur : appareil destiné soit à chauffer directement une pièce ou un local, tel un poêle, un foyer à feu ouvert ou un générateur de chaleur suspendu, soit à chauffer les pièces ou locaux d'un bâtiment au moyen d'une installation de chauffage central, tel un générateur d'air chaud ou une chaudière.

Habitation : habitation du groupe C, bâtiment ou partie de bâtiment où des personnes peuvent dormir, sans y être hébergées ou internées en vue de recevoir des soins médicaux ou sans y être détenus.

Hauteur de bâtiment : nombre d'étages compris entre le plancher du premier étage et le toit.

Hébergement temporaire : tout bâtiment ou partie de bâtiment n'étant pas construit comme lieu de sommeil ou ne faisant pas partie d'un logement et qui temporairement est utilisé à cette fin.

Homologué : terme s'appliquant à un appareil et à ses accessoires, indiquant que ces derniers sont attestés conformes aux normes nationales qui en régissent la fabrication et le fonctionnement ou reconnu comme ayant subi avec succès les essais qui tiennent lieu de ces normes ; un appareil ne peut être considéré homologué que s'il porte la marque spécifique d'un laboratoire accrédité auprès du Conseil canadien des normes.

Immeuble impropre : un bâtiment impropre comprend de manière non limitative, un bâtiment abandonné et non entretenu, un bâtiment infecté par des bactéries, animaux ou moustiques, un logement non entretenu avec présence de nourriture pourrie, un logement avec présence de matière fécale animale ou humaine, dans un local habité avec des amoncellements d'objets de plus de 60 % de l'espace habitable, un bâtiment ayant présence de produits chimiques ou biologiques pouvant affecter la sécurité des gens, un bâtiment habité sans ameublement, un logement dont les murs sont recouverts de matières hautement combustibles comme le papier journal et les pellicules de plastique.

Marchandise dangereuse : produit ou substance réglementés par la Loi sur le transport des marchandises dangereuses et les règlements adoptés sous sa juridiction ou à défaut, un produit contrôlé et réglementé par la Loi sur les produits dangereux (L.R., 1985, ch. H-3) ainsi que les règlements en découlant.

Niveau moyen du sol : le plus bas des niveaux moyens définitifs du sol, lorsque ces niveaux se situent le long de chaque mur extérieur d'un bâtiment à l'intérieur de trois mètres du mur, selon des relevés qui tiennent compte de toute autre dénivellation que celle donnant accès aux portes d'entrée du bâtiment pour véhicules et pour piétons (pour déterminer la hauteur de bâtiment).

Nuisance : tout état de chose ou de fait qui est susceptible de produire des inconvénients sérieux ou de porter atteinte, soit à la vie, à la sécurité, à la santé, à la propriété et au confort des personnes ou qui les prive de l'exercice ou de la jouissance d'un droit commun constitue une nuisance.

Pièce pyrotechnique de la classe 7.2.1 : comporte un risque restreint, généralement utilisée à des fins de divertissement, telles que les pièces suivantes : pluie de feu, fontaines, pluie d'or, feux de pelouse, soleils tournants, chandelles romaines, volcans, brillants, pétards de Noël et capsules pour pistolet jouet, telles que définies par la Loi sur les explosifs (S.R., chap. E-15) et par le Règlement sur les explosifs.

Pièce pyrotechnique de la classe 7.2.2 : comporte un risque élevé, généralement utilisée à des fins de divertissement, telles que les pièces suivantes : fusées, serpenteaux, obus, obus sonores, tourbillons, marrons, grands soleils, bouquets, barrages, bombardos, chutes d'eau, fontaines, salves, illuminations, pièces montées, pigeons et pétards, et définies par la Loi sur les explosifs (S.R., chap. E-15) et par le Règlement sur les explosifs.

Pièce pyrotechnique de la classe 7.2.5 : comporte un risque élevé et ayant généralement un usage pratique comme les gros signaux de détresse, les signaux sonores, pyrotechniques et fumigènes, les pétards ferroviaires, les fusées de détresse et les fusées, lance-amarres, les saluts, les articles de théâtre et les dispositifs de contrôle de la faune, telles que définies par la Loi sur les explosifs (S.R., chap. E-15).

Pression de vapeur : s'exerce par les vapeurs se dégageant d'un liquide et déterminée selon la méthode décrite dans la norme ASTM D323, « Vapor Pressure of Petroleum Products (Reid Method) ».

Ramonage : procédé par lequel on extrait, à l'aide d'un racloir, d'une brosse métallique ou en nylon, la suie, le crésote et d'autres corps étrangers qui adhèrent aux parois intérieures des cheminées, des tuyaux à fumée et des appareils de chauffage.

Ramoneur : toute personne effectuant les opérations de ramonage de cheminées en conformité avec les prescriptions du présent règlement.

Récupérateur de chaleur : dispositif installé sur un tuyau à fumée et servant à récupérer la chaleur dégagée par les gaz de combustion.

Registre barométrique : voir la définition de régulateur de tirage.

Règlement de construction : tout règlement de construction applicable et en vigueur sur le territoire de la Municipalité et adopté au territoire visé.

Régulateur de tirage : dispositif servant à faire pénétrer dans un conduit d'évacuation de fumée, l'air qui est requis afin de régulariser le tirage de ce conduit.

Réservoir de stockage usagé : réservoir de stockage qui a déjà servi quel que soit la durée d'utilisation.

Résidence supervisée : établissement de soins ou de détention du groupe B, division 2, autre qu'un hôpital, une infirmerie ou une maison de repos, lequel abrite des personnes qui reçoivent ou à qui on offre des soins médicaux uniquement de transition ou des soins d'aide (voir l'annexe A du Code de construction du Québec).

Responsable : comprend le propriétaire, l'occupant ou le locataire de tout immeuble de même que tout mandataire de l'une ou l'autre de ces personnes.

Responsable d'un système d'alarme incendie : le propriétaire de l'immeuble, ou de la fraction d'un immeuble détenu en copropriété divise, auquel est lié le système d'alarme incendie et, dans le cas où l'intervention du Service de sécurité incendie de la Municipalité ne peut être associée à aucune unité en particulier, le syndicat des copropriétaires de l'immeuble détenu en copropriété divise.

Risque d'incendie – Catégories 1-2-3-4 : Les catégories de risques réfèrent au tableau du Schéma de couverture de risques de la MRC d'Arthabaska selon la classification édictée soit pour les bâtiments de risques faibles intitulé risques 1, de risques moyens intitulé risques 2, de risques élevés intitulé risque 3 et finalement de risques très élevés intitulé risques 4.

Risque important d'incendie : de façon non limitative, un risque important d'incendie comprend le mauvais fonctionnement d'un appareil de chauffage, la surchauffe d'un système électrique, la défectuosité d'un système de ventilation, l'utilisation non appropriée ou la défectuosité d'un appareil électrique, l'utilisation non appropriée ou la défectuosité d'un appareil à combustion, l'utilisation ou l'entreposage de produit dangereux dans un endroit non approprié, l'utilisation ou la présence d'un procédé de fabrication dans un local qui ne correspond pas à la classification de l'usage du bâtiment, l'utilisation de flammes pour des fins de fabrication et de travaux, autres que pour l'usage du local, la présence de signes évidents, d'insouciance, d'éléments de base de sécurité comme des amoncellements d'articles de fumeur et d'objets brûlés dans une pièce ou la présence de flammes nues dans un endroit sans surveillance.

Salle de spectacle : lieu de réunion destiné aux représentations publiques de pièces de théâtre, d'opéra, de cinéma ou autres, consistant en une salle équipée de sièges fixes réservés à l'usage exclusif de spectateurs.

Scène : espace conçu pour donner des représentations publiques et comportant des possibilités de changement rapide de décors, un éclairage au plafond et les installations permettant de réaliser des effets sonores et lumineux, séparé généralement mais non obligatoirement de la salle par un mur d'avant-scène et un rideau.

Signal d'alarme : signal sonore transmis dans une ou plusieurs zones ou dans tout un bâtiment pour prévenir les occupants d'une situation d'urgence.

Signal d'alerte : signal sonore pour prévenir les personnes désignées d'une situation d'urgence.

Système d'alarme incendie : un système d'alarme incendie est une combinaison de dispositifs conçue pour avertir les occupants du bâtiment d'une urgence. Il peut être local ou relié à une centrale d'alarme, mais doit comprendre au moins les dispositifs suivants :

- 1° un poste de commande ou un autre mode d'alimentation du système ;
- 2° une station manuelle ;
- 3° un appareil à signal sonore.

Est également un système d'alarme incendie, tout système de sécurité ayant au moins une composante de détection d'incendie.

Un tel système d'alarme est construit ou installé de façon à ce qu'il ne se déclenche que lorsqu'il existe la situation de fait contre laquelle il doit protéger. Cette expression inclut également tout appareil de type magnétophone, communément appelé « tape dialer », lequel est programmé pour composer un numéro de téléphone déterminé, lorsqu'il est déclenché.

Système d'alarme incendie relié : Un système conçu de façon à ce que le Service de sécurité incendie soit averti par l'intermédiaire d'un centre de télésurveillance, lorsqu'un système d'alarme incendie est déclenché et qu'un signal électronique est transmis.

Suite : local constitué d'une seule pièce ou d'un groupe de pièces complémentaires et occupé par un seul locataire ou propriétaire ; comprend les logements, les chambres individuelles des motels, hôtels, maisons de chambres et des pensions de famille, les dortoirs, les maisons unifamiliales, de même que les magasins et les établissements d'affaires constitués d'une seule pièce ou d'un groupe de pièces.

Tirage : mouvement de l'air, des gaz de combustion ou d'un mélange de ceux-ci à l'intérieur d'un appareil de chauffage et de ses conduits d'évacuation ; il correspond à la différence entre les pressions s'exerçant à l'intérieur et à l'extérieur de l'appareil ou de ses conduits, à un niveau de référence donné. Lorsque la pression y est plus élevée à l'intérieur qu'à l'extérieur, l'appareil et ses conduits sont considérés comme fonctionnant par pression positive ou par tirage forcé ; dans le cas contraire, ils sont considérés comme fonctionnant par pression négative ou par tirage naturel.

Les définitions des autres mots et expressions définis dans le Code national de prévention des incendies font partie intégrante du présent règlement.

Les mots et expressions non définis au présent chapitre ont le sens courant.

Chapitre 3 « Utilisation des immeubles et infrastructures »

14. Risque important d'incendie

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'il existe dans l'état ou l'utilisation d'un immeuble un risque important d'incendie, elle peut exiger des mesures appropriées pour éliminer ou confiner ce risque ou ordonner l'évacuation immédiate des personnes qui se trouvent dans ou sur cet immeuble et en empêcher l'accès aussi longtemps que ce risque subsistera.

15. Pouvoirs d'intervention

Tout membre du service de sécurité incendie dans l'exercice de ses fonctions peut pénétrer en tout temps sur une propriété, dans un véhicule ou dans un bâtiment et y pratiquer les brèches nécessaires dans les clôtures, murs, toits et autres endroits semblables pour le sauvetage de personnes, combattre le feu ou empêcher la propagation de celui-ci, pourvu qu'il y ait évidence raisonnable d'un risque de danger à la personne, à la propriété et/ou à un bâtiment sur cette propriété ou dans ce bâtiment.

16. Immeuble impropre - évacuation

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'il existe dans l'état ou dans l'utilisation d'un immeuble un risque important d'incendie ou un danger pour la santé et la sécurité du public, elle peut le déclarer impropre aux fins pour lesquelles il est destiné.

Tout danger structural ou physique mettant en péril la stabilité d'un bâtiment ou la sécurité du public est considéré comme étant impropre aux fins du présent chapitre.

L'immeuble doit alors être évacué et son occupation interdite.

17. Pouvoirs de démolition

Le directeur du service de sécurité incendie ou son représentant est autorisé à faire procéder à la démolition de tout bâtiment, maison, clôture, lorsque la chose est jugée nécessaire pour arrêter la propagation d'un incendie et/ou de tout risque d'incendie et/ou afin d'assurer la sécurité d'un ou des occupants ou d'un ou des passants.

18. Interdiction d'accès - affichage

Lorsque l'autorité compétente décide d'ordonner l'évacuation ou de défendre l'accès d'un immeuble, elle peut faire afficher, aux limites ou à l'entrée de cet immeuble, l'ordre d'évacuer immédiatement les lieux et la défense d'y pénétrer.

Tant et aussi longtemps que l'autorité compétente n'a pas fait enlever cette affiche, personne ne peut pénétrer dans ou sur l'immeuble ou refuser d'évacuer les lieux.

19. Travaux et modifications requis

Lorsque l'autorité compétente avise le propriétaire d'un immeuble utilisé à certaines fins et qu'elle accorde un délai pour effectuer les travaux ou modifications nécessaires pour se conformer aux exigences qu'il spécifie, elle peut interdire, à l'expiration de ce délai, son utilisation et en empêcher l'accès jusqu'à ce que les travaux ou modifications aient été effectués ou que cesse l'utilisation aux mêmes fins.

20. Bâtiments incendiés

- 1) Tout bâtiment incendié doit être adéquatement clos et barricadé afin de prévenir tout risque d'accident ou de vol après que le Service de sécurité incendie ait remis le bâtiment au propriétaire ou son représentant. À défaut de barricader le bâtiment, le propriétaire ou son représentant doit s'assurer de la surveillance permanente des lieux.
- 2) Toute propriété, sur laquelle se trouvent des débris à la suite d'un incendie, doit être clôturée jusqu'à ce que les débris aient été enlevés. La clôture doit avoir une hauteur minimale 1,5 mètre et être construite de façon à empêcher les personnes de pénétrer sur le terrain.
- 3) L'autorité compétente peut demander de barricader et/ou clôturer un bâtiment incendié selon les délais prescrits à la remise de propriété. Les barricades et/ou clôtures exigées doivent être conformes au Code de construction en vigueur.

21. Hébergement temporaire - devoirs du propriétaire

- 1) Tout propriétaire ou responsable d'un établissement n'étant pas une résidence doit aviser par écrit l'autorité compétente lorsque ledit endroit servira d'hébergement temporaire pour la nuit, en mentionnant le nom de la ou des personnes responsables, le nombre d'occupants, la durée du séjour et l'emplacement des occupants.
- 2) La personne responsable doit prendre les mesures nécessaires pour que les occupants soient avertis d'un début d'incendie, soit par l'installation d'avertisseurs de fumée, soit par la présentation d'un plan de surveillance déposé et approuvé par l'autorité compétente.

22. Occupation partielle – devoirs du propriétaire

Un propriétaire qui désire occuper une partie de son bâtiment avant la fin de sa construction doit s'assurer que :

- 1) Le système de détection et d'alarme incendie dans la partie occupée est en bon état de fonctionnement ;
- 2) Dans la partie occupée, les mesures de lutte contre l'incendie prévues dans le Code national du bâtiment sont en bon état de fonctionnement ;
- 3) Les moyens d'évacuation sont utilisables et libres d'obstruction ;
- 4) Les issues doivent être conformes au Code de construction du Québec ;
- 5) La partie non occupée n'est pas accessible au public.

23. Représentations occasionnelles

- 1) Toute représentation théâtrale ou cinématographique donnée dans une salle publique autre qu'un cinéma ou un théâtre doit être conforme aux dispositions prévues ci-après.
- 2) Les lieux doivent être conformes aux exigences suivantes :
 - a) Il ne doit y avoir ni décoration, ni décor, à moins qu'ils ne soient incombustibles ou ignifuges, en conformité avec la norme NFPA 705 « Field Flame Test for Textiles and Films » ;
 - b) Les sièges, s'ils ne sont pas fixés au plancher, doivent être installés en conformité avec l'article 2.7.1.5 du Code national de prévention des incendies ;
 - c) Lorsqu'une représentation théâtrale ou cinématographique de plus de 150 personnes a lieu à un étage supérieur au premier, des mesures compensatoires pour assurer un niveau de sécurité satisfaisant doivent être soumises et préalablement approuvées par l'autorité compétente, si le bâtiment n'est pas de construction incombustible ou protégé par gicleurs ;
 - d) La salle doit être munie d'un système d'alarme incendie ;
 - e) La salle doit avoir le nombre d'issues requis et conforme pour cette nouvelle affectation ;

- f) Le personnel de surveillance doit connaître le plan d'évacuation et les procédures à suivre en cas d'incendie lors des évènements.

24. Foires commerciales et expositions

Lorsqu'un bâtiment de type « aréna » est utilisé occasionnellement pour des foires commerciales et des expositions et que ce bâtiment n'est pas entièrement protégé par gicleurs, des mesures compensatoires pour assurer un niveau de sécurité satisfaisant doivent être soumises et préalablement approuvées par l'autorité compétente.

25. Visibilité des numéros civiques

- 1) Les chiffres servant à identifier le numéro civique d'un bâtiment doivent être placés en évidence et éclairés suffisamment de telle façon qu'il soit facile de les repérer à partir de la voie publique.
- 2) Advenant la nécessité d'utiliser un poteau ou un lampadaire pour se conformer au paragraphe 1, celui-ci doit être localisé sur la propriété du bâtiment et être conforme à la réglementation applicable.
- 3) En zone rurale, le numéro civique doit également être indiqué sur la boîte aux lettres.

26. Voies d'accès

Des affiches signalant l'interdiction de stationner face aux raccords pompiers doivent être placées bien en vue aux endroits où cette interdiction s'applique.

27. Accessibilité aux issues et entretien

- 1) Le propriétaire d'un bâtiment doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que toutes les issues et accès aux issues du bâtiment soient en tout temps fonctionnels et libres d'obstruction.
- 2) Dès qu'une partie de bâtiment est louée par bail écrit pour une période de plus de 6 mois, c'est le locataire qui doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que chaque issue de la partie louée du bâtiment soit en tout temps fonctionnels.
- 3) Dans le cas d'une issue commune à plusieurs locataires, le propriétaire doit avoir prévu, dans le bail de location, lequel est responsable de l'entretien de cette issue. À défaut, c'est le propriétaire qui demeure responsable.
- 4) Lorsque des personnes handicapées et/ou âgées occupent l'étage supérieur ou une partie, le demi-sous-sol ou le sous-sol d'un bâtiment, l'autorité compétente peut exiger l'aménagement, par le propriétaire dudit bâtiment, d'une issue additionnelle.

Chapitre 4 « Nuisances »

28. Nuisances – interdiction générale

Tout acte ou état de fait, causant une nuisance au sens du présent chapitre, est prohibé sur le territoire de la Régie Intermunicipale Des 3 Monts.

L'élément nuisible peut également provenir d'un état de choses, d'un acte illégal ou de l'usage abusif d'un objet ou d'un droit susceptible de constituer un risque d'incendie ou un risque d'accident pour le public en général et qui revêt un certain caractère de continuité.

L'autorité compétente peut exiger toute mesure qu'il juge nécessaire pour éliminer une nuisance.

29. Nuisances – interdictions spécifiques

Sans limiter la généralité de l'article 25, les faits, circonstances, gestes et actes suivants constituent des nuisances et sont à ce titre prohibés :

- 1) Le fait, pour une personne, d'entreposer ou de placer des matériaux combustibles tels du bois, papier, carton, vis-à-vis une porte de garage, un accès à un bâtiment, une porte d'un bâtiment, dans un escalier et vis-à-vis une fenêtre de manière à propager un risque d'incendie aux bâtiments. Le courrier de moins d'une semaine n'est pas considéré à cette fin ;
- 2) Le fait pour une personne de permettre ou tolérer que la fumée, provenant de la combustion de matériaux utilisés pour un feu de foyer extérieur ou à ciel ouvert, se propage dans l'entourage et entre à l'intérieur d'un bâtiment ou nuise à la qualité de l'air d'une propriété voisine ou d'un locataire voisin ;
- 3) Le fait de mettre de la neige ou des matériaux nuisant à l'utilisation d'une borne d'incendie, de raccords d'incendie pour la canalisation d'incendie ou les systèmes de gicleurs ainsi que sur les entrées de gaz naturel.

30. Cessation d'une nuisance sur la propriété publique ou privée

Si l'autorité compétente constate la présence de nuisances sur une propriété publique ou privée, elle peut aviser la personne qui occupe ou possède cet immeuble à quelque titre que ce soit afin de faire cesser cette nuisance.

L'avis mentionne alors que toute nuisance identifiée doit cesser sur cet immeuble dans le délai fixé par l'autorité compétente dûment autorisée à délivrer cet avis, sans quoi, la Municipalité procédera par elle-même ou par le biais d'un tiers aux travaux nécessaires de façon que cesse cette nuisance.

Chapitre 5 « Appareils de protection contre les incendies »

31. Appareils de protection contre les incendies

- 1) Nouvelle installation d'un système d'alarme incendie reliée.

Toute nouvelle installation d'un système d'alarme relié sur le territoire de la Municipalité doit respecter les normes édictées ci-dessous.

- a) Le système d'alarme doit être doté d'un panneau de contrôle conforme à la norme ULC S545 Standard for residential fire warning system control units.
- b) Les composantes du système d'alarme relié doivent être installées conformément à la norme ULC S540 Standard for installation of residential fire warning systems, par un entrepreneur possédant une licence valide délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, ayant la sous-catégorie 4252.2 Entrepreneur en système d'alarme contre l'incendie ou encore la sous-catégorie 4284 Entrepreneur en électricité.
- c) Un système d'alarme relié doit être entretenu conformément aux recommandations du fabricant, telles que définies dans le livret d'instructions accompagnant l'appareil.
- d) Un système d'alarme lorsque relié doit être transmis à un centre de télésurveillance qui détient un permis valide délivré par le Bureau de la sécurité privée. Tous les systèmes d'alarme reliés visés par le présent article doivent être munis de l'option de déclenchement de l'alarme à double signal. Cette option doit être activée afin que l'occupant des lieux puisse bénéficier d'un premier délai d'au moins 30 secondes et d'un deuxième délai d'au moins 60 secondes, et ce, préalablement à la transmission de l'alarme au centre de télésurveillance.

2) Utilisation malicieuse et vérification d'un appareil

- a) Le fait d'utiliser, de permettre que soit utilisé ou de faire fonctionner malicieusement ou par vandalisme une installation de protection ou un appareil de protection contre l'incendie constitue une infraction au présent chapitre.
- b) Toute personne qui effectue des travaux de réparation ou de vérification sur un réseau avertisseur d'incendie, doit en aviser la centrale d'alarme à laquelle est raccordé ce réseau.
- c) Alarmes incendie non fondées. Pour toute alarme incendie non fondée déclenchée sur son territoire, la Régie prend une des mesures décrites ci-après, laquelle est déterminée en fonction du nombre d'alarmes incendie non fondées cumulées pendant une période de 18 mois. Cette période commence à la date de la première alarme non fondée.
- d) Le propriétaire d'un système d'alarme incendie relié à l'origine d'une deuxième alarme non fondée, qui n'a pas transmis la requête lors de l'alarme précédente, se voit imposer une première amende. Le propriétaire reçoit de l'autorité compétente une Requête de détermination de la cause d'une alarme non fondée et de vérification d'un système d'alarme incendie relié.

Le propriétaire doit alors répondre aux exigences prescrites par la requête et la transmettre à la Régie avant l'expiration du délai fixé de 15 jours.

- e) Le propriétaire d'un système d'alarme incendie relié à l'origine d'une troisième alarme non fondée qui n'a pas transmis la requête lors de l'alarme précédente se voit imposer une deuxième amende. Le propriétaire d'un système d'alarme incendie relié à l'origine d'une troisième alarme non fondée reçoit de l'autorité compétente une Requête de détermination de la cause d'une alarme non fondée et de vérification d'un système d'alarme incendie relié. Le propriétaire doit alors répondre aux exigences prescrites par la requête et la transmettre à la Régie avant l'expiration du délai fixé de 15 jours.
- f) La personne responsable d'un système d'alarme incendie est tenue au paiement des amendes prévues à l'article 66 du présent règlement lié au déplacement du Service de sécurité incendie à la suite d'une alarme non fondée.
- g) Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire que tout appareil ou système de détection, de protection ou d'extinction contre l'incendie est défectueux, le responsable de tout bâtiment ou terrain muni d'un tel système doit, à la demande de l'autorité compétente, le faire vérifier par un entrepreneur possédant une licence valide délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, ayant la sous-catégorie 4252.2 Entrepreneur en système d'alarme contre l'incendie ou encore la sous-catégorie 4284 Entrepreneur en électricité, et lui présenter un certificat et un rapport d'inspection de la conformité du système au présent code, le tout dans le délai imparti.

32. Responsabilité du propriétaire

L'occupant ou l'un de ses représentants doit se rendre sur les lieux et s'y trouver dans les vingt (20) minutes suivant le déclenchement de l'alarme aux fins de donner accès aux lieux protégés pour en permettre l'inspection et la vérification intérieure, pour interrompre l'alarme ou rétablir le système s'il y a lieu. Tout défaut de respecter cet article constitue une infraction imputable au propriétaire, en sus de toute autre infraction au présent règlement.

33. Autorité de faire cesser une alarme de plus de vingt (20) minutes

En l'absence du propriétaire ou de son représentant, un officier peut prendre, aux frais de l'utilisateur d'un système d'alarme, y compris un système d'alarme d'un véhicule routier, d'un immeuble ou autre lieu protégé, les dispositions nécessaires pour faire cesser l'alerte sonore ou lumineuse dont l'émission dure depuis plus de vingt (20) minutes consécutives suivant le déclenchement de l'alarme. À cette fin, l'officier peut autoriser les pompiers à pénétrer dans tout immeuble si personne ne s'y trouve à ce moment.

34. Enseignes

Tout bâtiment pourvu d'un système d'extinction automatique ou d'une canalisation d'incendie doit avoir une enseigne installée bien à la vue, à l'entrée principale du bâtiment, indiquant l'endroit où se trouvent la ou les soupapes d'arrêt de ces systèmes ainsi que la position des raccords pompiers. D'autres enseignes indicatrices peuvent être exigées à l'intérieur du bâtiment, s'il y a lieu.

35. Installation partielle

Tout bâtiment muni d'une installation partielle d'extinction automatique à eau doit avoir une enseigne installée bien à la vue à l'entrée du bâtiment, indiquant la partie du bâtiment protégée.

36. Avertisseurs de fumée et réseau d'avertisseurs

- 1) Des avertisseurs de fumée doivent être installés dans chaque logement et dans chaque pièce où l'on dort ne faisant pas partie d'un logement.
- 2) Les avertisseurs de fumée à l'intérieur des logements doivent être installés entre chaque aire où l'on dort et le reste du logement ; toutefois, lorsque les aires où l'on dort sont desservies par des corridors, les avertisseurs de fumée doivent être installés dans les corridors.
- 3) Dans les logements comportant plus d'un étage, au moins un avertisseur de fumée doit être installé à chaque étage à l'exception des greniers non chauffés et des vides sanitaires ; un avertisseur de fumée est requis dans les sous-sols.
- 4) Lorsque l'aire d'un étage excède 130 mètres carrés, un avertisseur de fumée additionnel doit être installé pour chaque unité de 130 mètres carrés ou partie d'unité.
- 5) Les avertisseurs de fumée doivent être fixés au plafond ou à proximité de celui-ci, conformément aux directives d'installation fournies par le fabricant de l'appareil et de la norme sur l'installation des avertisseurs de fumée CAN/ULC-S553-02.
- 6) Dans les nouveaux bâtiments et dans les bâtiments faisant l'objet de rénovation dont le coût estimé (aux fins d'émission du permis de rénovation) excède 20 % de l'évaluation foncière du bâtiment, les avertisseurs de fumée doivent être raccordés de façon permanente à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée. Lorsqu'un bâtiment n'est pas alimenté en énergie électrique, les avertisseurs de fumée peuvent être alimentés par une pile.
- 7) Lorsque plusieurs avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique doivent être installés à l'intérieur d'un logement, ceux-ci doivent être reliés électriquement entre eux de façon à se déclencher tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché.
- 8) Un avertisseur de fumée doit être installé dans chaque chambre ou pièce occupée contre rémunération par :
 - a) Des étudiants ;
 - b) Des travailleurs ;

- c) Des personnes âgées autonomes, semi-autonomes ou en perte d'autonomie
 - d) Des bénéficiaires en santé mentale ;
 - e) Une clientèle dans une garderie ;
 - f) Une clientèle dans une famille d'accueil.
- 9) Les avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement ne doivent pas être raccordés à un réseau détecteur et avertisseur d'incendie installé en vertu d'un autre règlement provincial ou municipal.
- 10) Un réseau détecteur et avertisseur d'incendie satisfait au présent règlement lorsque :
- a) Des détecteurs de fumée sont installés partout où des avertisseurs de fumée sont requis par le présent règlement ;
 - b) Des dispositifs alarmes sont installés au voisinage de toutes les pièces où l'on dort et à chaque étage ;
 - c) Toutes les composantes du système d'alarme incendie portent le sceau d'homologation (ou certification) des « Underwriter's Laboratories of Canada » ;
 - d) Toute l'installation est faite suivant les recommandations des manufacturiers et les exigences du Code de construction du Québec.
- 11) Le présent article ne s'applique pas dans des prisons et des hôpitaux où des personnes reçoivent des soins lorsque des surveillants sont en poste de façon continue sur chacun des étages où des personnes dorment.
- 12) Dans tout endroit où se trouve régulièrement un malentendant, un dispositif approprié à l'état de cette personne doit être ajouté à l'avertisseur traditionnel afin de lui permettre de réagir à l'alarme.
- 13) Dans les bâtiments existants lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, tout avertisseur de fumée exigé par le présent règlement doit être installé et en fonctionnement dans les six mois suivant cette entrée en vigueur.
- 14) Le propriétaire du bâtiment doit installer et prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement, incluant les réparations et le remplacement, lorsque nécessaire. Dans les endroits requis, il doit fournir un avertisseur de fumée sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 15.
- 15) Le propriétaire doit fournir aux locataires ou occupants les directives d'entretien des avertisseurs de fumée ; celles-ci doivent être affichées à un endroit facile d'accès pour la consultation par les locataires.
- 16) L'occupant ou le locataire d'un logement ou d'une chambre doit prendre les mesures pour maintenir le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée situés à l'intérieur du logement ou de la chambre qu'il occupe et exigées par le présent règlement, incluant l'achat de pile et le changement de la pile au besoin. Si l'avertisseur de fumée est défectueux, il doit aviser le propriétaire sans délai.

- 17) Nul ne peut peindre, altérer ou modifier de quelque façon que ce soit un avertisseur de fumée, ni enlever son couvercle ou une de ses pièces.

37. Détecteur de monoxyde de carbone

- 1) Le propriétaire d'un bâtiment doit installer un détecteur de monoxyde de carbone selon les directives du fabricant de l'appareil, dans chaque bâtiment desservi par un appareil à combustible solide, alimenté par le gaz naturel, le propane ou à l'huile, où se trouve un endroit aménagé pour dormir.

Il doit également en installer un (1) dans toute partie de bâtiment contiguë à un garage utilisé ou destiné à être utilisé aux fins de remisage d'un véhicule moteur.

Le propriétaire d'un bâtiment doit s'assurer du bon état de fonctionnement de chaque détecteur de monoxyde de carbone dont il est responsable.

- 2) **Conformité**
Tout détecteur de monoxyde de carbone dont l'installation est prescrite par le présent règlement doit être approuvé par l'Association canadienne de normalisation (CSA) ou par «Underwriter's Laboratories of Canada (ULC)» ou «Underwriter's Laboratories (UL)».
- 3) **Responsabilité du propriétaire**
Le propriétaire qui loue une unité d'habitation, doit s'assurer avant le premier jour d'occupation, que cette unité d'habitation est munie de tous les détecteurs de monoxyde de carbone requis, que chaque détecteur est en bon état de fonctionnement et que chacun des détecteurs pouvant fonctionner au moyen d'une pile soit muni d'une pile neuve.
- 4) **Responsabilité du locataire**
Pour la durée de l'occupation, c'est au locataire que revient la responsabilité d'assurer le bon fonctionnement de chaque détecteur de monoxyde de carbone de son unité d'habitation incluant le remplacement de la pile.

38. Bornes d'incendie

- 1) Les bornes d'incendie et bornes sèches situées sur un terrain autre que la propriété de la Municipalité doivent être vérifiées une fois par année par le mandataire de l'entretien du réseau d'aqueduc de la Municipalité. Le coût de chacune des vérifications est facturé par la Municipalité selon les tarifs en vigueur.
- 2) Les résultats détaillés des essais prévus doivent être compilés et gardés par la Municipalité.
- 3) Les bornes d'incendie doivent être maintenues en bon état de fonctionnement.

- 4) Les bornes d'incendie doivent toujours être accessibles aux fins de la lutte contre un incendie et leur emplacement doit être bien indiqué. Une distance minimale de 1,5 mètre doit être maintenue autour de la borne d'incendie.

39. Canalisation incendie et robinets armés d'un bâtiment

L'entretien, l'inspection et la mise à l'essai des canalisations et robinets d'incendie armés doivent être effectués par un technicien détenant une licence d'entrepreneur (sous-catégorie 4253.1) émise par la Régie du bâtiment du Québec.

Chapitre 6 « Normes de sécurité des bâtiments »

40. Moyens d'évacuation

Un mécanisme d'alarme peut être installé sur le mécanisme de la porte afin de détecter son ouverture pour prévenir le vol. Les moyens d'évacuation doivent être accessibles et déverrouillés durant les heures d'occupation de tout bâtiment.

41. Appareils et instruments de cuisson résidentiels

- 1) La friture d'aliments immergés dans l'huile dans un contenant autre qu'une friteuse homologuée CSA et munie d'un thermostat est interdite.
- 2) Le fait d'utiliser un appareil autre que celui prévu au premier alinéa constitue une infraction au présent règlement.

42. Conduits d'évacuation des sécheuses

- 1) Les conduits d'évacuation des sécheuses doivent être maintenus exempts de toute obstruction.
- 2) Les conduits d'évacuation des sécheuses ne doivent pas être raccordés aux autres conduits d'évacuation.

43. Entreposage intérieur

- 1) Sauf à l'intérieur d'un logement ne faisant pas partie d'un édifice public au sens de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics en vigueur, les décorations intérieures constituées d'arbres résineux tels que le sapin, le pin et l'épinette ou de branches de ceux-ci sont interdites dans tous les bâtiments.
- 2) Les décorations intérieures constituées de nitrocellulose ou de papier crêpé sont interdites, sauf si elles répondent aux exigences de la norme CAN/ULC-S109, « Essais de comportement au feu des tissus et pellicules ignifuges ».
- 3) Il est interdit d'entreposer à l'intérieur d'un bâtiment des matériaux dont le potentiel calorifique n'a pas été pris en considération lors de la conception de ce bâtiment.
- 4) Il est interdit de vendre ou d'entreposer des arbres aux fins de vente ou des décorations constituées d'arbres résineux aux fins de vente telle que le sapin, le pin et l'épinette ou de branches de ceux-ci, dans tout bâtiment.

- 5) Il est interdit d'entreposer des matières combustibles à moins de 3 mètres d'un bâtiment lorsque l'aire d'entreposage n'est pas clôturée.

44. Matières dangereuses

Lorsque l'autorité compétente l'exige, un ou des panneaux d'identification des risques inhérents aux matières dangereuses manipulées ou entreposées doivent être installés, conformément aux dispositions de la norme NFPA-704, «©System for the Identification of Hazards of Materials for Emergency Response ». Le nombre et l'emplacement des panneaux sont déterminés par le directeur et les panneaux sont installés par le responsable et à ses frais.

45. Gaz naturel et propane

- 1) Installation ou modification
Tout propriétaire ou occupant d'un immeuble qui installe ou modifie un système de distribution de gaz propane et/ou de gaz naturel, soit résidentiel, commercial ou industriel pour tout type bâtiment doit s'assurer que cette installation ou modification soit effectuée par une firme détenant une licence de la Régie du bâtiment du Québec.
- 2) Déneigement et dégagement des conduites
Les conduites du gaz naturel et/ou du gaz propane hors sol accédant aux bâtiments doivent être déneigées et dégagées en tout temps sur un rayon d'un mètre et demi (1,5m). Les conduites devront être protégées adéquatement contre les chutes de glace ou de neige.
- 3) Réservoir de 420 livres et plus
Tout réservoir de gaz propane de quatre cent vingt (420) livres et plus doit être maintenu déneigé et dégagé en tout temps. De plus, s'il est situé dans un endroit accessible aux véhicules routiers, le réservoir doit être protégé adéquatement contre les risques de collision.
- 4) Interdiction
Il est défendu d'entreposer des bouteilles de propane d'une contenance totale de plus de 1 000 grammes dans un logement.

46. Électricité

Le propriétaire de tout bâtiment doit s'assurer qu'il y ait un espace utile d'au moins un (1) mètre assurant une position stable autour de l'appareillage électrique tel que tableaux de contrôle, de distribution et de commande et de centre de commande.

47. Entreposage de matières réagissant à l'eau à l'intérieur

L'entreposage à l'intérieur d'un bâtiment de matériaux ou produits incompatibles à l'eau ou réagissant au contact de l'eau est autorisé lorsque les exigences des sous-paragraphes 1 à 6 sont respectées et que les quantités totales excèdent 2 m³ ou 100 kg.

- 1) L'entreposage doit être effectué dans un local séparé du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu de 2 heures.

- 2) Le local servant à l'entreposage doit être localisé de façon à ce qu'un de ses murs constitue un mur extérieur du bâtiment et la longueur du mur donnant sur l'extérieur doit être supérieure à 25 % du périmètre du local sans être inférieure à 3 mètres.
- 3) Le mur du local donnant sur l'extérieur du bâtiment doit être muni d'une ouverture équivalente à 50 % de la surface totale de ce mur et cette ouverture doit être conçue de façon à être retirée à partir de l'extérieur du bâtiment.
- 4) L'ouverture exigée au sous-paragraphe 3 peut être une section de mur amovible ou autre mécanisme similaire donnant les mêmes résultats.
- 5) Une quantité d'agents extincteurs, compatibles avec le ou les produits entreposés, suffisante pour permettre l'extinction d'un incendie causé par le ou les produits doit être disponible en tout temps à proximité du local d'entreposage, à l'extérieur du bâtiment où sont localisés le ou les produits incompatibles ou réagissant à l'eau.
- 6) Lorsque le directeur l'exige, des appareils, permettant de détecter les sous-produits engendrés par la réaction avec l'eau avec le produit incompatible, doivent être installés aux endroits indiqués, tels des détecteurs d'ammoniac, des détecteurs d'hydrogène, des détecteurs d'humidité.

48. Déversement de matière dangereuse

- 1) Les mesures appropriées doivent être prises afin de récupérer tout liquide dangereux qui s'est échappé de son contenant et afin d'enlever ou dépolluer la couche de sol contaminé par ce liquide conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2).
- 2) Lorsque le sol est contaminé par un produit prohibé par une loi ou un règlement, la responsabilité de la décontamination revient au pollueur ou, dans l'impossibilité de retracer ce dernier, au propriétaire. La décontamination du sol doit être réalisée et complétée conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2).
- 3) En cas d'urgence, les frais encourus par la Municipalité pour remettre l'état des lieux en regard des lois environnementales seront facturés au pollueur ou dans l'impossibilité de le retracer, au propriétaire des lieux.

49. Chauffage temporaire

- 1) Tout matériau combustible, sur lequel est installé un poêle à combustion ou un autre appareil mobile similaire utilisé temporairement aux fins de chauffage, doit être protégé par une plaque de matériau incombustible excédant le contour de l'appareil certifié d'au moins 60 cm. De plus, un espace libre d'au moins 15 cm doit être laissé entre l'appareil et ladite plaque, ainsi qu'un espace libre d'au moins 60 cm doit être laissé entre ledit appareil et tout matériau combustible.

- 2) Tout appareil de chauffage à combustible solide de même que le matériel connexe doit être certifié pour l'utilisation à l'intérieur.

50. Appareil de chauffage à combustible solide et matériel connexe

- 1) Sous réserve des prescriptions formulées par le fabricant, l'installation de tout appareil de chauffage à combustible solide et matériel connexe doit être faite conformément à la norme CAN/CSA-B365-01 et avec ses mises à jour subséquentes.
- 2) Lorsqu'un élément d'une telle installation doit être enfermé dans un mur ou dans une autre structure, le Service de sécurité incendie doit être avisé au moins 15 jours avant la date prévue de fermeture définitive de cette structure afin qu'un membre du service puisse procéder à une inspection.

51. Disposition des cendres

Il est prohibé de disposer ou d'entreposer des cendres sur un plancher combustible ou à moins d'un (1) mètre d'une cloison, d'un mur ou d'une clôture combustible, ni dans un récipient fait de matériaux inflammables tels le plastique et ses dérivés. L'entreposage devra être fait pour une période de temps suffisante afin que le contenu du récipient métallique soit complètement refroidi. Il est strictement interdit de disposer des cendres provenant d'un appareil de chauffage à combustible solide, sans s'être assuré au préalable que celles-ci ne représentent plus aucun danger d'incendie lors de la disposition finale.

52. Construction de foyer

- 1) La conception et la construction de tout foyer et de toute cheminée en maçonnerie doivent être faites conformément à la norme CAN/CSA-A405-M87 et avec ses mises à jour subséquentes.
- 2) Toute structure recouvrant une cheminée préfabriquée doit être munie d'une trappe d'accès d'au moins 300 mm par 300 à chaque étage du bâtiment afin d'en permettre l'inspection.
- 3) Toute trappe de ramonage de cheminée doit être facilement accessible en tout temps et libre de toute obstruction dans un arc de 180° dont le rayon est d'au moins 1 mètre et de 60 cm pour un appareil à combustion.
- 4) Aucune végétation ne doit se trouver dans un rayon de 3 mètres du sommet d'une cheminée.

53. Plaque d'homologation

- 1) Toute plaque d'homologation apposée par le fabricant sur les composantes de chauffage à combustible solide ne doit pas être enlevée, ni modifiée ou endommagée.
- 2) Cette plaque d'homologation doit être accessible pour vérification.
- 3) Les poêles et les foyers intérieurs à combustion solide, non homologués, sont interdits sur le territoire de la Régie Intermunicipale des 3 Monts.

- 4) Les poêles et foyers intérieurs à combustion solide doivent avoir reçu une homologation d'un laboratoire reconnu (ULS — CSA) et doivent être porteurs d'une plaque d'homologation.

54. Extincteur

- 1) Tout propriétaire ou occupant d'une unité d'habitation où est installé un appareil de chauffage à combustible solide, doit avoir à sa disposition un extincteur portatif fonctionnel de type ABC, d'un minimum de 5 livres, installé près d'une issue sur le même étage.
- 2) Tout bâtiment doit avoir un nombre suffisant d'extincteurs pour les risques incendie du bâtiment et de son utilisation selon la norme NFPA 10 1998.

55. Nettoyage du système de chauffage

Tout système de chauffage ou de cuisson à combustible liquide doit être nettoyé et inspecté annuellement par une personne qualifiée.

Chapitre 7 « Autorisation - feu »

Section 7.1 - Pièces pyrotechniques

56. Vente et spectacle

- 1) Il est interdit à quiconque de vendre ou étaler des pièces pyrotechniques qui ne sont pas en tout point conformes aux prescriptions de la Loi sur les explosifs du Canada.
- 2) Il est interdit de vendre ou d'utiliser des pétards à mèches.
- 3) Il est interdit d'exposer des pièces pyrotechniques dans les vitrines.
- 4) Il est prohibé de procéder au lancement de pièces pyrotechniques de classes 7.2.1 et 7.2.2 de la Loi sur les explosifs (L.R., 1985, ch. E 17), sans obtenir au préalable un permis émis par l'autorité compétente.
- 5) Le pyrotechnicien doit fournir à l'autorité compétente un schéma du terrain où se fera le feu d'artifice pour prévoir l'aire de lancement, l'aire de dégagement et de retombée, le périmètre de sécurité et les espaces occupés par le public.
- 6) Le permis prévu à l'article 47.4) ne peut en aucun cas être transféré à une tierce personne.
- 7) La personne qui détient le permis prévu à l'article 47.4) doit se munir d'une police d'assurance contre tout accident susceptible de causer des blessures ou des dommages matériels ; les indemnités garanties par cette police doivent totaliser au moins 5 000 000 \$ pour les blessures et dommages matériels.
- 8) Au moins un pyrotechnicien et un aide-pyrotechnicien certifiés par le ministère des Ressources naturelles du Canada doivent être de service lors de tout spectacle au cours duquel des pièces pyrotechniques sont lancées. Ils doivent effectuer la mise à feu et assurer la sécurité des feux d'artifice.

- 9) Les pyrotechniciens mentionnés au paragraphe 8 doivent être en service dès l'instant où les pièces pyrotechniques sont parvenues à l'endroit d'où elles seront lancées et jusqu'à ce que, une fois le spectacle terminé, les débris et toutes les pièces pyrotechniques utilisées ou non aient été enlevés.
- 10) Le lancement de pièces pyrotechniques de type résidentiel doit être fait selon les prescriptions de la Loi sur les explosifs du Canada en vigueur.

57. Spectacle pyrotechnique intérieur

- 1) Il est interdit de faire un spectacle pyrotechnique à l'intérieur d'un bâtiment sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de l'autorité compétente.

Pour obtenir une autorisation, le requérant doit notamment :

- 2) Fournir un schéma du local où se déroulera le spectacle pyrotechnique et décrire l'aire de dégagement et de retombée, le périmètre de sécurité et les espaces occupés par le public ;
- 3) Fournir une preuve d'assurance responsabilité contre tout incident susceptible de causer des blessures ou dommages matériels et les indemnités garanties par cette police doivent totaliser au moins 5 000 000 \$ en cas de blessures et de dommages matériels ;
- 4) L'autorisation obtenue en vertu du paragraphe 1 ne peut en aucun cas être transférée ;
- 5) Seules les pièces pyrotechniques permises en vertu de la Loi sur les explosifs (L.R., 1985, ch. E-17) peuvent être utilisées ;
- 6) L'événement doit se dérouler sous la surveillance d'un pyrotechnicien en effets spéciaux certifié par le ministère des Ressources naturelles du Canada ;
- 7) Le système de ventilation du bâtiment doit être suffisamment puissant pour évacuer rapidement la fumée dégagée par les pièces pyrotechniques ;
- 8) La disposition des pièces pyrotechniques doit être telle qu'en aucun temps, la sécurité des gens n'est mise en danger.

Section 7.2 - Permis pour feu en plein air

58. Emplacement autorisé dans un périmètre

- 1) Périmètre urbain
 - a) Un foyer extérieur ne peut être installé que dans la cour arrière ou latérale.
 - b) La distance entre un foyer extérieur et toute ligne de propriété doit être d'au moins 2 mètres.
 - c) La distance entre un foyer extérieur et tout matériau combustible doit être d'au moins 3 mètres.
 - d) La distance entre un foyer extérieur et tout bâtiment doit être d'au moins 5 mètres.

- 2) Périmètre rural
 - a) Pour des fins récréatives, l'espace doit être délimité sur une surface incombustible et ayant un muret de rétention de 250 mm de hauteur.
 - b) La distance entre un foyer extérieur et toute ligne de propriété doit être d'au moins 3 mètres.
 - c) La distance entre un foyer extérieur et tout matériau combustible doit être d'au moins 5 mètres.
 - d) La distance entre un foyer extérieur et tout bâtiment doit être d'au moins 10 mètres.
 - e) À proximité des bâtiments agricoles, la distance requise est de 45 mètres.
- f) Les feux pour fins récréatives l'espace doit être délimité sur une surface incombustible et ayant un muret de rétention de 250 mm de hauteur ne doivent pas être supérieurs à un mètre de diamètre et le feu à un mètre de hauteur.

59. Feu autorisé sans permis

Les feux, aux fins de cuisson de produits alimentaires dans un foyer, sur un gril ou sur un barbecue ou à des fins récréatives dans un foyer, ou à des fins récréatives en région rurale ne nécessitent pas de permis de brûlage, si toutes et chacune des conditions suivantes sont rencontrées :

- 1) L'équipement nécessaire pour empêcher la propagation du feu est disponible sur les lieux où est ou sera allumé le feu, et ce, pour toute la durée dudit feu ;
- 2) Une personne d'au moins 18 ans est présente sur les lieux du feu afin d'en prendre la responsabilité et d'en empêcher la propagation, et ce, jusqu'à ce que le feu soit complètement éteint ;
- 3) Ne pas allumer ou ne pas maintenir allumé tout feu si la vitesse du vent dépasse vingt (20) kilomètres/heure ;
- 4) Ne pas utiliser des produits accélérant ;
- 5) La fumée n'incommoder pas les voisins ;
- 6) On n'y brûle pas de déchets solides ou autres rebuts visés aux règlements sur les déchets ; utiliser seulement comme matière combustible du bois séché non verni, non peint, ni traité et exempt de toute matière toxique ;
- 7) Et lorsqu'il s'agit d'appareils fonctionnant au propane, ils sont en bon état de fonctionnement et approuvés à cette fin ;
- 8) Le responsable a l'obligation de vérifier le niveau de danger d'incendie indiqué par la Sopfeu et celui-ci doit être bas ou modéré ;
- 9) La Municipalité se réserve le droit d'interdire en tout temps les feux de foyer, soit lors de conditions météorologiques particulières ou pour toute autre raison objective ;

- 10) Aucun feu à ciel ouvert peut être allumé entre le 1 avril et le 1 juin sans permis.

60. Conditions d'émission d'un permis de brûlage

En territoire rural, pour les demandes de permis de feu concernant les travaux forestiers et autres feux non autorisés sans permis, le demandeur doit avoir une autorisation du garde-feu de la Municipalité et ainsi le Service de sécurité incendie concerner.

Toute personne peut obtenir un permis de brûlage en s'engageant à respecter toutes et chacune des conditions suivantes :

- 1) L'équipement nécessaire pour empêcher la propagation du feu est ou sera disponible sur les lieux où est ou sera allumé le feu, et ce, pour toute la durée dudit feu ;
- 2) La matière combustible utilisée est ou sera constituée exclusivement d'un ou des éléments suivants :
 - a) Broussailles ;
 - b) Branchages ;
 - c) Arbres ou parties d'arbres ;
 - d) Arbustes ;
 - e) Abattis ; Matière combustible du bois non verni, non peint, ni traité et exempt de toute matière toxique ;
- 3) Une personne d'au moins 18 ans est ou sera présente sur les lieux du feu afin d'en prendre la responsabilité et d'en empêcher la propagation, et ce, jusqu'à ce que le feu soit complètement éteint ;
- 4) La hauteur maximale de l'amoncellement des matières destinées au brûlage est de 2 mètres ;
- 5) Le feu doit être situé à la distance spécifiée sur le permis, laquelle ne peut, normalement, être inférieure à 15 mètres de tout bâtiment et de la forêt ou d'un boisé ou de toute matière combustible et de tout réservoir de matière combustible et 45 mètres d'un bâtiment agricole ;
- 6) Lorsque le feu est ou sera situé à proximité d'un boisé ou d'une forêt, un coupe-feu doit ou devra être aménagé entre la forêt ou le boisé et les matières destinées au brûlage en enlevant de la surface toute matière combustible sur une distance d'au moins 5 fois la hauteur des entassements ;
- 7) Éteindre le feu lors d'une plainte de fumée incommodant le voisinage, ou lorsque requis par l'autorité compétente ;
- 8) Le responsable a l'obligation de vérifier le niveau de danger d'incendie indiqué par la Sopfeu et celui-ci doit être bas ou modéré ;

61. Refus d'un permis

L'autorité compétente peut refuser d'émettre un permis dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- 1) Lorsque, de l'avis de la Société de la protection des forêts contre le feu, l'indice d'inflammabilité est trop élevé (élevé, très élevé, extrême) ;
- 2) Lorsque la vitesse du vent excède 20 km/h ;
- 3) Lorsque la demande de permis contrevient à l'un ou l'autre des articles de présent règlement.

62. Révocation d'un permis

Un permis peut être révoqué dans les cas suivants :

- 1) Lorsque de l'avis de la Société de la protection des forêts contre le feu, l'indice d'inflammabilité est trop élevé ; (élevé, très élevé, extrême) ;
- 2) Lorsque la vitesse du vent excède 20 km/h ;
- 3) Lorsque la fumée provenant du feu incommode les gens du voisinage ;
- 4) Lorsque toute autre condition stipulée lors de l'émission du permis n'est pas respectée ;
- 5) Dans tous les cas où un permis serait révoqué, l'autorité compétente exigera de la personne titulaire du permis ou son représentant d'éteindre le feu. À défaut par cette personne de ne pas se conformer à la demande, l'autorité compétente pourra procéder à l'extinction du feu sans délai.

63. Durée d'un permis

La durée d'un permis de brûlage est de 48 heures.

64. Coût d'un permis de brûlage

Le permis de brûlage est gratuit.

65. Formulaire de demande de permis de brûlage

Toute demande de permis de brûlage doit être présentée à l'autorité compétente pendant les heures d'ouverture du bureau municipale.

66. Responsabilité

L'obtention d'un permis de brûlage ne libère pas son demandeur des responsabilités qui lui sont attribuées par la loi.

67. Infraction

Le fait pour une personne d'allumer un feu sans permis ou de ne pas respecter les conditions d'utilisation stipulées ci-haut constitue une infraction et cette personne est passible des sanctions prévues au présent règlement et peut être tenue responsable du paiement des déboursés encourus par la Régie pour le travail du service de sécurité incendie.

Chapitre 8 « Intervention dans un véhicule »

68. Intervention dans un véhicule de toute nature

Des frais pour l'utilisation du SSI sont imposés à la suite d'une intervention destinée à contrôler et ou récupérer une matière dangereuse ou non et ou à prévenir ou à combattre l'incendie d'un véhicule routier ou non dont le propriétaire n'habite pas le territoire d'une des municipalités et ne contribue pas autrement au financement de ce service et ce, suivant la tarification prévue à l'annexe au présent règlement.

69. Paiement d'une intervention dans un véhicule

En vertu de l'article 68, toute intervention dans un véhicule dont le propriétaire n'est pas résident de l'une des municipalités faisant partie du territoire de la Régie intermunicipale des 3 Monts sera facturée au propriétaire selon la tarification en vigueur.

Dans tous les cas, selon la convention en vigueur, un minimum d'heure par véhicule et chaque membre se rendant sur les lieux d'une intervention est exigible et sera facturé.

Chapitre 9 « Dispositions pénales »

70. Infraction

Commets une infraction toute personne qui agit en contravention à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement.

71. Pouvoirs

L'autorité compétente peut exercer tout pouvoir qui lui est confié par ce règlement et notamment :

- 1) Émettre un avis au propriétaire, au locataire, à l'occupant, à leur mandataire ou à toute personne qui contrevient à une disposition du présent règlement prescrivant de corriger une situation qui constitue une infraction à ce règlement ;
- 2) Émettre un avis d'infraction au propriétaire, au locataire, à l'occupant, à leur mandataire ou à toute personne qui contrevient à une disposition du présent règlement et qui constitue une infraction ;
- 3) Mettre en demeure le propriétaire, le locataire, l'occupant ou leur mandataire de suspendre des travaux dangereux et l'exercice d'un usage contrevenant à ce règlement ;
- 4) Exiger des essais sur les matériaux devant être utilisés ou déjà utilisés pour toute construction ;
- 5) Mettre en demeure de suspendre ou faire corriger des travaux, lorsque le résultat d'un essai démontre que les dispositions de ce règlement ne sont pas respectées ;
- 6) Prendre toute mesure nécessaire pour que cesse une contravention à ce règlement ;

- 7) Mettre en demeure d'évacuer provisoirement tout bâtiment qui pourrait mettre la vie de quiconque en danger ;
- 8) Mettre en demeure de faire exécuter tout ouvrage de réparation qui lui semble opportun pour la stabilité d'une construction et la sécurité des personnes et recommander au conseil toute mesure d'urgence ;
- 9) Mettre en demeure de clôturer un terrain, une partie de terrain ou une construction où il existe un danger pour le public.

72. Avis d'infraction

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction au présent règlement est commise, il remet au contrevenant un avis d'infraction, signé par lui. Cet avis doit être transmis par courrier recommandé ou signifié par huissier.

Dans le cas d'une signification par courrier recommandé, elle est réputée avoir été faite à la date de l'expédition.

73. Avis de cessation

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction au présent règlement est commise, et que cette infraction nécessite une intervention d'urgence, il remet sur les lieux un avis de cessation au contrevenant lui enjoignant de cesser immédiatement l'infraction en cours.

74. Initiative de poursuite judiciaire

Si l'infraction n'est pas corrigée après le délai consenti ou si l'avis de cessation n'est pas respecté, l'autorité compétente peut transmettre le dossier au procureur de la Municipalité ou à son adjoint qui entreprendra les procédures appropriées.

75. Amendes

Quiconque contrevient à toute disposition du présent règlement ou à une norme édictée dans l'un des documents techniques intégrés au présent règlement, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cent dollars (100 \$) et maximale d'au plus mille dollars (1 000 \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de deux cent cinquante dollars (250 \$) et maximale d'au plus deux mille cinq cents dollars (2 500 \$) s'il est une personne morale.

76. Nonobstant l'article 75,

Quiconque contrevient aux dispositions des articles 14 à 24 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de deux cents dollars (200 \$) et maximale d'au plus deux mille dollars (2 000, \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de cinq cents dollars (500 \$) et maximale d'au plus cinq mille cinq cents dollars (5 500 \$) s'il est une personne morale.

77. Nonobstant l'article 75,

Le propriétaire d'un système d'alarme qui contrevient aux articles 29.2 e) et 29.2 f) commet une infraction et doit acquitter une amende de :

77.1 100 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2

e) pour un bâtiment de risque faible ou moyen ;

77.2 250 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2

f) pour un bâtiment de risque faible ou moyen ;

77.3 500 \$ pour les alarmes non fondées subséquentes définit à l'article 31.2

f) à la troisième alarme pour un bâtiment de risque faible ou moyen ;

77.4 250 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2

e) pour un bâtiment de risque élevé ou très élevé ;

77.5 500 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2

f) pour un bâtiment de risque élevé ou très élevé ;

77.6 750 \$ pour les alarmes non fondées subséquentes à la troisième alarme définit à l'article 31.2

f) pour un bâtiment de risque élevé ou très élevé ;

77.7 Chaque amende doit être acquittée à l'intérieur du délai fixé de 15 jours.

Dans tous les cas, les frais de poursuite s'ajoutent en sus.

78. Nonobstant l'article 75,

Quiconque contrevient aux dispositions des articles 40 à 55 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cinquante dollars (50 \$) et maximale d'au plus cinq cents dollars (500 \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de soixante-quinze dollars (75 \$) et maximale d'au plus cinq cents dollars (500 \$) s'il est une personne morale.

79. Nonobstant l'article 75,

Quiconque contrevient aux dispositions de l'article 48 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cinq cents dollars (500 \$) et maximale d'au plus deux mille dollars (2 000 \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de deux mille dollars (2 000 \$) et maximale d'au plus huit mille cinq cents dollars (8 500 \$) s'il est une personne morale.

Toute infraction à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement constitue autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours ou de fraction de jours à la durée de cette infraction.

80. Nonobstant l'article 75,

Quiconque contrevient aux dispositions de l'article 67 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cents dollars (100 \$) et maximale d'au plus huit mille cinq cents dollars (8 500 \$).

Recours

La Municipalité peut, aux fins de faire respecter les dispositions de ce règlement, exercer cumulativement ou alternativement avec ceux prévus à ce règlement tout autre recours approprié de nature civile ou pénale.

Le fait pour la Municipalité d'émettre un constat d'infraction, en vertu du présent règlement, n'empêche pas cette dernière d'intenter un ou des recours prévus à d'autres règlements municipaux.

81. Le présent règlement remplace ou abroge toute disposition ou partie de disposition de règlement incompatible avec celles du présent règlement et plus particulièrement.

82. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ANNEXE

ANNEXE A Tarif pour les interventions dans un véhicules

1. Frais de déplacement d'un (1) véhicule (minimum une (1) heure) :

- deux cents dollars (200\$) par heure, par autopompe ;
- cent soixante-quinze dollars (175\$) par heure, par camion-citerne ;
- cent dollars vingt-cinq (125\$) par heure, par véhicule d'urgence
- soixante-quinze dollars (75\$) Véhicule officier.

2. Frais de déplacement d'effectifs (minimum trois (3) heures) pour chaque membre du SSI qui se déplace vers les lieux de l'intervention :

Le taux applicable en vertu du contrat de travail en vigueur auquel taux s'ajoute un pourcentage de vingt (20) % couvrant les bénéfices marginaux.

3. Remboursement à la Régie :

- repas (selon la convention)
- remplissage des cylindres d'air, des extincteurs, de la mousse, des absorbants et de tous les autres équipements nécessitant un remplissage à l'exception des huiles et carburants des véhicules et des pompes portatives.

À ces montants s'ajoute une somme égale à quinze (15) % du total des montants qui sont dus à titre de frais d'administration.

Adoptée

PLAN DE SÉCURITÉ CIVIL

ATTENDU QUE les municipalités locales ont, en vertu de la *Loi sur la sécurité civile* (RLRQ, c. S-2.3), la responsabilité de la sécurité civile sur leur territoire ;

ATTENDU QUE la municipalité est exposée à divers aléas d'origine naturelle et anthropique pouvant être à l'origine de sinistres ;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la Municipalité de Saint-Adrien reconnaît que la municipalité peut être touchée par un sinistre en tout temps ;

ATTENDU QUE le conseil municipal voit l'importance de se préparer aux sinistres susceptibles de survenir sur son territoire ;

ATTENDU QUE cette préparation doit être maintenue opérationnelle et faire l'objet d'un suivi régulier auprès du conseil municipal ;

ATTENDU QUE les mesures mises en place par la municipalité et consignées dans le plan de sécurité civile sont conformes aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* ;

202104-089

Pour ces motifs, il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Claude Blain

ET unanimement résolu :

QUE le plan de sécurité civile de la municipalité préparé par Toni Marcotte, chef pompier de la Régie intermunicipale d'incendie des 3 Monts soit adopté ;

QUE Toni Marcotte soit nommé responsable de la mise à jour et de la révision du plan de sécurité civile.

Cette résolution abroge tout plan de sécurité civile adopté antérieurement par la municipalité ainsi que toute nomination antérieure concernant la personne désignée pour effectuer la mise à jour ou la révision de ce plan.

Adoptée

RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION AU CSLE

202104-090

Il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Maxime Allard

QUE la Municipalité de Saint-Adrien renouvelle l'adhésion auprès du Conseil Sport Loisir de l'Estrie au coût de 70.00 \$.

Adoptée

COMMISSION DE TOPONYMIE – NOUVEAU CHEMIN

ATTENDU QUE Monsieur Réal Tremblay a une propriété sur le Chemin des Sept-Lots ;

ATTENDU QUE cette propriété est dans la zone F-4 qui n'est pas en zone agricole ;

ATTENDU QUE Monsieur Tremblay a débuté la vente de terrains à des fins résidentielles sur des lots distincts subdivisés depuis des années ;

- ATTENDU QUE ces lots ne seront accessibles qu'à partir d'un chemin privé ;
- ATTENDU QUE la Municipalité n'a pas l'intention de s'en porter acquéreur et que l'entretien de ce chemin restera sous la seule responsabilité des propriétaires riverains ;
- ATTENDU QUE cette mise en garde concernant l'entretien du chemin privé fait partie intégrante des conditions d'admissibilités pour chaque nouvelle demande de permis de construction ;
- ATTENDU QUE pour des raisons de logistique et de sécurité, le promoteur doit donner un nom à son chemin ;
- ATTENDU QUE Monsieur Tremblay a choisi de donner le nom de Chemin Landry-Tremblay à ce nouveau chemin ;
- ATTENDU QUE le conseil municipal doit statuer sur ce nom de chemin et rendre cette proposition conforme par résolution ;
- ATTENDU QU' il est de la responsabilité de la Municipalité de faire cheminer cette demande jusqu'à la société de toponymie du Québec pour approbation finale ;

202104-091

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Adrien Gagnon appuyé par le conseiller Richard Viau

ET résolu

QUE les membres du conseil appuient la demande de Monsieur Tremblay pour que son futur chemin porte le nom de « Chemin Landry-Tremblay. »

Adoptée

DEMANDES DE RAVIR

202104-092

Il est proposé par le conseiller Claude Dupont appuyé par le conseiller Francis Picard

QUE la Municipalité de Saint-Adrien verse la somme de 250 \$ à l'organisme RAVIR pour la coordination de cette activité qui a lieu du 16 au 22 août dans le cadre de la semaine de la Culture dans la MRC des Sources ;

QUE la Municipalité de Saint-Adrien verse la somme de 250 \$ pour le projet de lanternes à la condition que le projet soit diversifié.

Le conseiller Claude Blain déclare son intérêt.

Adoptée

VOIRIE

Il n'y a rien de spécial à signaler en voirie.

PROJET PAVILLON

202104-093

Il est proposé par le conseiller Richard Viau
appuyé par le conseiller Maxime Allard

QUE les membres du conseil de la Municipalité de Saint-Adrien autorisent l'envoi des demandes de soumissions dès la réception de l'approbation du Ministère de l'Éducation du Québec, direction des infrastructures, des événements et de la gestion financière du loisir et du sport (DIEGFLS).

Adoptée

DEMANDE DE FINANCEMENT POUR DES LIVRES JEUNESSE

202104-094

Il est proposé par le conseiller Claude Dupont
appuyé par le conseiller Claude Blain

QUE la Municipalité de Saint-Adrien autorise l'achat de livres pour enfant pour un montant 750 \$.

Adoptée

PROCLAMATION MUNICIPALE

CONSIDÉRANT QUE la Semaine nationale de la santé mentale se déroule du 3 au 9 mai 2021 ;

CONSIDÉRANT QUE l'Association canadienne pour la santé mentale- Division du Québec, membre du réseau qui initie l'événement depuis 70 ans, invite cette année à parler des émotions que nous vivons tous ;

CONSIDÉRANT QUE nous avons tous une santé mentale dont il faut prendre soin et que celle-ci a été mise à l'épreuve à bien des égards avec la pandémie ;

CONSIDÉRANT QUE les campagnes de promotion de la santé mentale visent à améliorer la santé mentale de la population du Québec ;

CONSIDÉRANT QUE les municipalités contribuent au bien-être de la population en mettant en place des environnements favorables à la vie de quartier ;

CONSIDÉRANT QUE la santé mentale est une responsabilité collective et que cette dernière doit être partagée par tous les acteurs de la société ;

CONSIDÉRANT QU' il est d'intérêt général que toutes les municipalités du Québec soutiennent la Semaine nationale de la santé mentale ;

202104-095

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Claude Dupont

QUE la Municipalité de Saint-Adrien proclame la semaine du 3 au 9 mai 2021 *Semaine de la santé mentale* et invite tous les citoyens, les entreprises et les institutions à *#Parlerpourvrai* et à partager la trousse d'outils de la campagne. Ensemble, contribuons à transformer notre municipalité en un environnement favorable à la santé mentale des citoyens.

Adoptée

SITE WEB

202104-096

Il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Adrien Gagnon

QUE les membres du conseil autorisent un budget de 200 \$ pour l'hébergement du site ainsi que les mises à jour d'informations effectuées par un des membres du comité de développement.

Adoptée

HYDRO-QUÉBEC – INTERRUPTION DE SERVICE

202104-097

Il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Francis Picard

QUE les membres du conseil demandent à la directrice générale et secrétaire-trésorière, Maryse Ducharme d'envoyer une lettre à Hydro-Québec les informant des plaintes reçues relativement aux nombreuses interruptions de service dans notre municipalité.

Adoptée

FÊTE DE LA SAINT-JEAN

202104-098

Il est proposé par le conseiller Richard Viau appuyé par le conseiller Maxime Allard

QUE les membres du conseil ont autorisé un budget entre 500 \$ à 1 500 \$ pour des activités dans le cadre de la Fête de la Saint-Jean sur présentation des factures.

Adoptée

COMPOSTAGE

202104-099

Il est proposé par le conseiller Francis Picard appuyé par le conseiller Richard Viau

QUE les membres du conseil de la Municipalité de Saint-Adrien mandatent le conseiller Claude Blain à rencontrer madame Lucie Lemelin afin de débiter les visites dans chaque résidence sur notre territoire à compter du 1^{er} juin afin de sensibiliser la population à l'importance de faire le compostage.

Adoptée

PROJET FDT

202104-100

Il est proposé par le conseiller Claude Blain appuyé par le conseiller Adrien Gagnon

QUE les membres du conseil mandatent la directrice générale, Maryse Ducharme pour préparer une demande de projet FDT relativement au service de desserte haute vitesse sur tout le territoire de la municipalité avec Cooptel.

Le montant financé sera de 74 500 \$ pour une période de 5 ans.

Adoptée

LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

202104-101

Le conseiller Adrien Gagnon propose que la session soit close à 15 h 50.

.....
Maryse Ducharme,
Directrice générale et secrétaire-trésorière

.....
Pierre Therrien, maire

"Je, Pierre Therrien, maire atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code Municipal".

